
MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales

32 avenue de la Sibelle - 75 685 Paris Cedex 14

AFF : AVB- 2023-17

**REHABILITATION PARTIELLE DES LOCAUX DE LA CAISSE
NATIONALE DES ALLOCATIONS FAMILIALES A RDC POUR
CREATION DE BUREAUX**

22, RUE NODOT - 21 000 DIJON

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

PHASE PRO/ DCE – FEVRIER 2026

Procédure n°03_26

Lot 4 – ELECTRICITE – Cfo / Cfa

ARCHITECTE-MAITRE D'OEUVRE :
ARCHITECTURES VINCENT BILLARD

49 Rue de Longvic – 21 000 DIJON

SARL inscrite à l'Ordre des Architectes sous le numéro national S16296



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à Rdc
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1 GENERALITES	4
4.1.1 OBJET DU PRESENT LOT	4
4.1.2 LOCALISATION DES OUVRAGES	4
4.1.3 RECONNAISSANCE DES LIEUX	4
4.1.4 CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU PRESENT LOT	4
4.1.5 LIMITES DE PRESTATIONS	5
4.1.5.1 PRESTATIONS INCLUSES AU PRESENT LOT	5
4.1.5.2 PRESTATIONS EXCLUES DU PRESENT LOT	6
4.1.6 CONDITIONS D'EXECUTION DES OUVRAGES	6
4.1.7 SPECIFICATIONS GENERALES D'EXECUTION	6
4.1.7.1 PRISE DE CONNAISSANCE DES LIEUX	6
4.1.7.2 SUJETIONS D'EXECUTION	6
4.1.7.3 CONDITIONS D'ACCÈS ET D'INTERVENTION	7
4.1.7.4 PROTECTION PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX	7
4.1.7.5 VÉRIFICATIONS DES PLANS	7
4.1.7.6 RESPONSABILITÉ POUR VOLS ET DÉGRADATIONS	7
4.1.7.7 COORDINATION DES TRAVAUX	7
4.1.8 LISTE DES PLANS CONTRACTUELS	8
4.1.8.1 PLANS ARCHITECTE : ARCHITECTURES VINCENT BILLARD	8
4.1.8.2 LISTE DES LOTS	8
4.1.9 PLANS ET ETUDES D'EXECUTION	9
4.1.9.1 ETUDES D'EXECUTION	9
4.1.9.2 VÉRIFICATIONS DES PLANS	10
4.1.10 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	10
4.1.11 DOCUMENT DE REFERENCE	11
4.1.12 QUALIFICATION	13
4.1.13 CONTROLE ET ESSAIS	13
4.1.14 COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	14
4.1.15 RECEPTION DES INSTALLATIONS	14
4.1.16 DOSSIER DE CHANTIER	15
4.1.16.1 NOMENCLATURES DES MATERIAUX	15
4.1.16.2 PLANS DE CHANTIER	15
4.1.17 OBLIGATION DE L'ENTREPRISE	15
4.1.18 GARANTIE DE PARFAIT ACHÈVEMENT	16
4.1.19 ALIMENTATION PROVISoire DE CHANTIER	16
4.1.20 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT	17
4.1.21 EQUIPEMENT ELECTRIQUE DES LOCAUX	17
4.1.21.1 DISTRIBUTION	17
4.1.22 ARMOIRES ET COFFRETS ELECTRIQUES	20
4.1.22.1 GENERALITES	20
4.1.22.2 EQUIPEMENTS	20
4.1.22.3 CARACTERISTIQUES	21
4.1.22.4 DISPOSITIFS D'ARRET D'URGENCE	22
4.1.22.5 PROTECTION CONTRE LES CONTACTS INDIRECTS	22
4.1.22.6 REPERAGE	25
4.1.23 MARQUES ET NATURES DES MATERIELS	25
4.1.24 SOURCES LUMINEUSES	27
4.1.24.1 INTENSITE ET FLUX LUMINEUX	27
4.1.24.2 INDICE DE RENDU DES COULEURS	27
4.1.24.3 TEMPERATURE DES COULEURS	27
4.1.24.4 LAMPES ET LEURS UTILISATIONS	27
4.1.25 LUMINAIRES	28
4.1.25.1 GENERALITES	28
4.1.25.2 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ECLAIRAGE DES ETABLISSEMENTS AVEC P.M.R.	28
4.1.25.3 ETUDE D'ECLAIREMENT	29



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à Rdc
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
4.1.26	APPAREILLAGES.....	29
4.1.27	ECLAIRAGES DE SECURITE.....	29
4.1.27.1	GENERALITES	30
4.1.27.2	ECLAIRAGE D'EVACUATION.....	31
4.1.27.3	ECLAIRAGE D'AMBIANCE.....	31
4.1.27.4	LIAISONS.....	31
4.1.27.5	TELECOMMANDES	31
4.1.28	COFFRET DE COUPURE	31
4.1.28.1	COUPURE D'URGENCE	31
4.1.29	ATTENTES POUR AUTRES LOTS.....	32
4.1.30	RESEAUX VOIX DONNEES IMAGES (VDI).....	32
4.1.30.1	GENERALITES	32
4.1.30.2	CABLAGE DE DISTRIBUTION VERTICALE	32
4.1.30.3	CABLAGE DE DISTRIBUTION HORIZONTALE	33
4.1.30.4	BAIES ET ARMOIRES	33
4.1.30.5	REPARTITEURS TELEPHONIQUES.....	33
4.1.30.6	REPARTITEURS RJ45	33
4.1.30.7	CORDONS DE BRASSAGE	33
4.1.30.8	PRISES TERMINALES	34
4.1.30.9	IDENTIFICATION - REPERAGE.....	34
4.1.30.10	VALIDATION - RECETTE.....	34
4.1.31	SECURITE INCENDIE.....	34
4.1.31.1	GENERALITES	34
4.1.31.2	TABLEAUX D'ALARME.....	34
4.1.31.3	DIFFUSIONS SONORES.....	34
4.1.31.4	DISPOSITIFS ACTIONNES DE SECURITE.....	34
4.1.31.5	CABLAGE.....	35
4.1.31.6	CONSIGNE DE SECURITE	35
4.1.31.7	PLAN D'EVACUATION.....	35
4.1.32	PANCARTES, PLAQUES, CONSIGNES	35
4.1.33	APPAREILLAGES A PILES OU ACCUMULATEURS.....	36
4.1.34	ELIMINATION DES DECHETS	36
4.1.35	NETTOYAGE DE CHANTIER	37
4.2	TRAVAUX GENERAUX.....	37
4.2.1	COFFRET DE CHANTIER ET ÉCLAIRAGE PROVISOIRE	37
4.2.2	CONSIGNATIONS DES RESEAUX.....	37
4.2.3	MISE À LA TERRE	38
4.2.3.1	CONDUCTEURS DE PROTECTION	38
4.2.3.2	LIAISONS EQUIPOTENTIELLES PRINCIPALES ET SUPPLEMENTAIRES	38
4.2.3.3	CONNEXIONS.....	38
4.2.4	TABLEAU GENERAL BASSE TENSION.....	38
4.2.5	CHEMINEMENT	39
4.2.6	DISTRIBUTION.....	39
4.3	EQUIPEMENTS DES LOCAUX :	41
4.3.1	BULLE DE CONFIDENTIALITE (6,59 m²).....	41
4.3.2	LOCAL SOINS (4,03 m²).....	42
4.3.3	BUREAU 1 : 8 personnes (41,94 M²)	42
4.3.4	BUREAU 2 : 1 personne (14,06 m²)	43
4.3.5	BUREAU 3 : 3 personnes (22,21 m²).....	44
4.3.6	LOCAL MENAGE (3,63 m²)	44
4.3.7	TRI DES DECHETS (6,21 m²).....	45
4.4	ALARME INCENDIE :	45
4.4.1	SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE	45
4.5	RESEAU VDI	46



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1 GENERALITES

4.1.1 OBJET DU PRESENT LOT

Le présent descriptif concerne les travaux de ELECTRICITE – CFO - CFA à réaliser pour la Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC pour création de bureaux à DIJON.

L'ensemble des travaux décrits ci-après devront répondre aux normes et DTU en vigueur relatifs aux travaux d'électricité notamment :

- La consignation des réseaux électriques existants dans la zone de travaux
- L'alimentation provisoire de chantier,
- Prise de terre et liaisons équipotentielles,
- Alimentation en énergie électriques et armoires,
- Equipement électriques des locaux,
- Eclairage de sécurité,
- Attentes pour autres lots,
- Sécurité incendie
- Téléphone et réseau VDI

Les travaux faisant l'objet du présent lot seront exécutés conformément aux Cahiers des Charges, aux avis techniques français et européens ainsi qu'aux Prescriptions et Règles de l'Art.

L'Entreprise se référera systématiquement aux plans AVB joints au présent DCE.

4.1.2 LOCALISATION DES OUVRAGES

Le projet a été établi selon les plans architecte conçus et réalisés par le groupement de maîtrise d'œuvre d'ARCHITECTURES VINCENT BILLARD.

La localisation des ouvrages résulte de l'ensemble des plans, plans généraux, coupes, façades et détails divers, définissant les emplacements, cotes et dimensions des ouvrages à prévoir dans le prix global et forfaitaire, en fonction des contraintes liées à la configuration des locaux, ainsi que par les directives et consignes particulières du Maître d'Ouvrage (MOA), du Contrôleur Technique (CTE) et du Coordonnateur SPS (SPS).

Adresse du chantier :

22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

4.1.3 RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant toute remise de prix, l'Entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de se rendre compte de l'ampleur des travaux, des moyens d'accès, de la disposition des lieux et des sujétions d'exécution, définies par les pièces générales.

L'Entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux.

De ce fait, l'Entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

4.1.4 CONDITIONS PARTICULIERES RELATIVES AU PRESENT LOT

L'Entrepreneur du présent lot devra prendre connaissance des prescriptions particulières énoncées dans l'ensemble des pièces et documents du marché et en particulier :

Le C.C.A.P,

Les C.C.T.P. de tous les corps d'état,

Les plans architectes,



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

L'Entrepreneur est censé connaître les prestations des autres corps d'état et devra implicitement l'ensemble des travaux décrits ou non, nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages et à leur complet achèvement. En particulier le coût des sujétions d'exécution exprimées dans les prescriptions générales et ci-après ne donnant pas lieu à règlement particulier est réputé inclus dans le montant forfaitaire des travaux.

Les travaux du présent lot comprennent en particulier :

la reconnaissance des lieux et des ouvrages,

les dispositions particulières à l'opération,

les travaux préparatoires et divers.

Toutes les sujétions inhérentes à la prestation de l'Entrepreneur, tel que défini au CCAP, au CCTP et au PGCSPS.

4.1.5 LIMITES DE PRESTATIONS

4.1.5.1 PRESTATIONS INCLUSES AU PRESENT LOT

- La visite et la reconnaissance préalable des lieux avec les relevés complémentaires,
- Les frais d'études particulières au présent lot, l'établissement des plans et détails d'exécution,
- Les plans de calepinage,
- Les travaux d'installation de chantier spécifiques au présent lot, compris le démontage et le remontage selon le phasage défini,
- L'alimentation provisoire de chantier,
- La réception, le contrôle et la prise de possession des supports,
- L'implantation et le traçage des ouvrages,
- La fourniture des matériaux, matériels et accessoires compris transport, engins de levage, manutention, stockage et distribution sur le chantier,
- Les dispositifs de protection et de sécurité du personnel appropriés,
- Le stockage dans un endroit sec et clos des matériaux et accessoires en attente de pose,
- Les plans de réservations et de découpes
- Le brossage, dépoussiérage et nettoyage des supports,
- Tous les calfeutrements, la protection des ouvrages pendant la durée du chantier et jusqu'à la réception,
- L'établissement du PPSPS du présent lot et la transmission au coordinateur SPS,
- La remise des documents nécessaires à l'établissement du DOE par le maître d'œuvre et des documents relatifs à l'entretien futur pour le DIUO.
- Le nettoyage des locaux en cours et en fin de chantier, ainsi que l'évacuation des gravois, matériaux, emballages, chutes et détritiques divers.
- La mise à la terre des installations (raccordement sur terre existante),
- Le déploiement du câblage pour alimentation en énergie électriques,
- Les équipements électriques des locaux,
- Les éclairages de sécurité,
- Les attentes pour les autres lots,
- L'installation de la sécurité incendie,
- Le téléphone et réseau VDI

L'Entreprise s'engage à réaliser les travaux tels que prévus au présent CCTP. Il lui appartient d'apprécier l'importance et la nature de ces travaux et suppléer de par ses connaissances aux détails dont l'emplacement, la nature et la quantité sont implicitement inclus pour une réalisation normale.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.5.2 PRESTATIONS EXCLUES DU PRESENT LOT

- Le nettoyage final des locaux pour livraison prévu au lot n°03 PLÂTRERIE - ISOLATION – PLAFOND - MENUISERIE INTERIEURE - PEINTURE - REVETEMENTS DE SOLS,

4.1.6 CONDITIONS D'EXECUTION DES OUVRAGES

L'entreprise s'engage à réaliser les travaux tels que décrits au présent lot. Il lui appartient d'apprécier l'importance et la nature de ces travaux et suppléer de par ses connaissances aux détails dont l'emplacement, la nature et l'Unité sont implicitement inclus pour une réalisation normale.

Les travaux seront exécutés dans le respect des règles de l'Art.

Les matériaux et matériels employés seront conformes aux normes, DTU et avis techniques, ils seront d'origine et provenance notoirement connues et justifiées par l'entrepreneur.

4.1.7 SPECIFICATIONS GENERALES D'EXECUTION

4.1.7.1 PRISE DE CONNAISSANCE DES LIEUX

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. La remise de l'acte d'engagement implique donc que l'Entreprise :

S'est rendue sur les lieux ou doivent être réalisés les travaux,

A pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées,

A pris connaissance de la disposition des lieux et des conditions particulières d'exécution,

A pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage des matériaux...

A pris connaissance des sujétions d'exécution des travaux pour respect de la réglementation,

Connaît les disponibilités en eau, énergie électrique, etc.

A pris tous les contacts et demandé tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux,

Suite à la visite des lieux, tous les travaux nécessaires seront dus pour la livraison des ouvrages définis par les plans et le CCTP, en tenant compte des spécificités du site.

L'Entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet : aucune sujétion particulière imprévue ne sera admise pour remettre en cause le prix global et forfaitaire du marché et les prix unitaires ou prétendre à des prolongations de délais.

4.1.7.2 SUJÉTIONS D'EXECUTION

Les travaux seront exécutés conformément aux dispositions du présent descriptif sans limitation, ni restriction.

L'Entreprise titulaire du présent lot devra prévoir dans son offre toutes les incidences dues aux conditions particulières d'exécution et aux difficultés d'accès. Elle est tenue de s'assurer du parfait achèvement de ses ouvrages sachant que son offre n'est en rien limitative et ne peut déroger d'aucune manière aux règles de l'art.

De ce fait, elle ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité de ses travaux.

L'Entreprise, reconnaît aussi qu'elle a suppléé par sa qualification, par ses connaissances professionnelles, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. De ce fait, elle ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité de ses ouvrages.

Par ailleurs, l'Entreprise ne saurait réclamer une quelconque plus-value si préalablement à l'exécution ou en cours de montage des modifications d'ordre secondaire inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.7.3 CONDITIONS D'ACCÈS ET D'INTERVENTION

L'Entreprise devra tenir compte des conditions d'accès et d'intervention particulières définies par le CCAP et le PGC établi par le coordonnateur SPS.

L'Entreprise devra assurer pendant la durée des travaux, la protection de ses personnels : elle aura à sa charge tous les matériels de levage et de manutention, ainsi que tous les ouvrages de protection, extincteurs, nécessaires à la sécurité suivant les réglementations en vigueur.

4.1.7.4 PROTECTION PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX

L'Entreprise devra assurer pendant la durée des travaux, la protection de ses ouvrages par tous les dispositifs efficaces de son choix et en assurer l'enlèvement préalablement à la livraison des bâtiments. Malgré la protection d'usine, l'Entrepreneur demeure responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Il prendra donc toutes dispositions pour assurer leur protection d'une manière efficace et durable.

Tous les ouvrages recevront une protection de chantier évitant les taches qui pourraient être provoquées par des projections de ciment, plâtre, enduit, peinture ou autres. L'enlèvement de cette protection (papier adhésif, etc.) sera à la charge du présent lot et exécuté avant la réception des travaux.

4.1.7.5 VÉRIFICATIONS DES PLANS

Toutes les cotes seront vérifiées sur place avant le commencement des travaux, ou données avec précisions sous la responsabilité de l'Entreprise concernée.

L'Entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, profils etc. et de signaler à l'Architecte-Maître d'œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait contester ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Il serait responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

4.1.7.6 RESPONSABILITÉ POUR VOLS ET DÉGRADATIONS

Il est ici formellement stipulé que l'Entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses matériels, approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

En cas de détérioration ou de vol (ouvrages posés ou non), l'Entrepreneur devra le remplacement immédiat des ouvrages, sans qu'il ne puisse en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

4.1.7.7 COORDINATION DES TRAVAUX

L'Entreprise devra prévoir toutes les sujétions et incidences liées au phasage et à la coordination des travaux en fonction du planning et des directives de l'Architecte-Maitre d'Œuvre.

L'entrepreneur devra prendre tous les contacts nécessaires avec les entreprises des autres lots, pour la bonne exécution des ouvrages et principalement avec les titulaires des lots suivants :

N°02 MENUISERIES EXTERIEURES - SERRURERIE concernant l'alimentation des Brises soleils orientables

N°03 PLATRERIE – ISOLATION - PLAFOND - MENUISERIE INTERIEURES - PEINTURE - REVETEMENTS DE SOLS concernant l'incorporation des luminaires dans les faux plafonds.

N°05 CHAUFFAGE – PLOMBERIE – SANITAIRES – VENTILATION concernant les alimentations des équipements sanitaires et de ventilation,

Cette coordination s'effectuera de façon assidue, toutes les dispositions devant être prises afin de ne pas occasionner de retard au calendrier d'exécution.

L'Entreprise titulaire du présent lot devra tenir compte des autres corps d'état le précédant ou lui faisant suite, pour que l'enchaînement des prestations s'effectue dans les conditions logiques pour l'achèvement et le bon fonctionnement de l'ensemble des ouvrages.



MAÎTRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.8 LISTE DES PLANS CONTRACTUELS

L'Entrepreneur devra se conformer aux directives formulées par le coordonnateur SPS et lui fournir tous documents nécessaires à la réalisation de sa mission.

Toutes les trémies de plancher seront protégées par l'Entrepreneur du présent corps d'état. Des protections spéciales devront être prises au cours des travaux pour assurer la protection efficace des passages.

Notamment, l'Entrepreneur aura la charge d'établir tous trottoirs, panneaux, clôtures, planchers, auvents, bâches et tous autres éléments de protection des personnes concourant à l'édification de la construction, contre la chute des matériaux et des personnes, et pour éviter tout accident durant toute la durée du chantier. Les moyens d'arrimage destinés aux interventions de courte durée en altitude (filets ou autres) devront être mis en œuvre selon la nécessité.

L'Entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection prises si elles sont jugées insatisfaisantes, et dans ce cas, il ne pourra prétendre à une indemnité supplémentaire pour une protection adaptée et efficace.

Les protections périphériques en rive de dalles, ne seront déposées qu'après l'accord du coordonnateur de sécurité.

4.1.8.1 PLANS ARCHITECTE : ARCHITECTURES VINCENT BILLARD

- PRO 01 Plan de situation – éch. 1/500^e ,
Plan masse – éch 1/200^e ,
Plans de façades – 1/100^e
- PRO 02 Plans RdC – éch. 1/50^e
- PRO 03 Plans Coupe AA 1/50^e ,
Plans Coupe CC 1/50^e ,
Plans détail 1/20^e ,

4.1.8.2 LISTE DES LOTS

- LOT 1. DEMOLITION - GROS ŒUVRE - MACONNERIE
- LOT 2. MENUISERIES EXTERIEURES – SERRURERIE
- LOT 3. PLATRERIE – ISOLATION - PLAFOND – MENUISERIE INTERIEURE - PEINTURE -
REJETEMENTS DE SOLS
- LOT 4. ELECTRICITE – Cfo - Cfa
- LOT 5. CHAUFFAGE - PLOMBERIE - VENTILATION



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.9 PLANS ET ETUDES D'EXECUTION

Dans les délais prévus aux pièces du marché, l'Entreprise devra prévoir l'établissement et la diffusion des notes techniques et des plans indiquant notamment :

- La composition et la provenance des matériaux mis en œuvre,
- Les PV de classement au feu des matériaux,
- Les avis techniques des produits connexes,
- Le mode opératoire de mise en œuvre des matériaux,
- Les réservations nécessaires,

Les notes de calcul, les études et plans d'exécution devront être fournis pour avis et accord préalable de l'Architecte-Maître d'œuvre et du Contrôleur Technique avant exécution des ouvrages dans les conditions définies aux pièces générales.

Les plans et dossiers seront établis d'après le projet de l'Architecte-maître d'œuvre et devront en respecter les dispositions, principes et aspect des plans. Tous les plans seront présentés suivant les indications de l'Architecte-maître d'œuvre.

Ces plans seront établis à une échelle en rapport avec les dimensions des ouvrages, afin de faire apparaître clairement tous les détails de l'exécution. Ils seront cotés et indiqueront toutes les dimensions, sections, diamètres utiles. Les plans d'exécution comprendront donc : vue en élévation à l'échelle 1/10ème et étude de détails à l'échelle 1/2.

Les sections des ouvrages seront déterminées par l'Entreprise titulaire du présent lot, sous son entière responsabilité, et en fonction des efforts auxquels ces ouvrages seront soumis de par leur destination. Les indications du présent descriptif, à cet égard, ne peuvent être qu'indicatives.

Les travaux ne pourront débuter avant l'approbation de ces documents par l'Architecte-maître d'œuvre et le bureau de contrôle. Cette validation ne diminuera cependant en rien la responsabilité de l'Entrepreneur qui reste pleine et entière.

4.1.9.1 ETUDES D'EXECUTION

Les études d'exécution sont à la charge de l'entreprise titulaire du présent lot.

L'entreprise devra fournir au maître d'œuvre pour VISA avant le démarrage des travaux, les notes de calcul et les plans d'exécution compris tous les éléments nécessaires à la vérification.

L'entrepreneur prendra la responsabilité du dimensionnement de ces ouvrages à réaliser.

Les niveaux d'éclairage à maintenir dans l'ensemble des locaux seront conformes aux recommandations de l'AFE , et adaptées aux besoins du Maître d'Ouvrage .

Aucune exécution ne pourra commencer sans visa de l'Architecte. L'inobservation de cette clause engagerait la responsabilité de l'entreprise pour tous travaux modificatifs ou supplémentaires consécutifs à l'exécution des dispositions figurées sur les documents non visés.

L'ensemble des documents d'exécution seront constamment tenus à jour sur toute la durée du chantier.

Unité : F



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.9.2 VÉRIFICATIONS DES PLANS

Toutes les cotes seront vérifiées sur place avant le commencement des travaux, ou données avec précisions sous la responsabilité de l'Entreprise concernée.

Toutes les cotes de GROS ŒUVRE projetées et existantes seront vérifiées sur place avant exécution des travaux ou données avec précisions sous la responsabilité de l'Entreprise du présent lot.

L'Entrepreneur est tenu de vérifier les cotes des plans, coupes, profils etc. et de signaler à l'Architecte-Maître d'œuvre toute erreur ou omission qu'il pourrait contester ou de le rendre attentif à tout changement qui serait éventuellement à opérer.

Il serait responsable des conséquences que pourrait entraîner l'inobservation de cette obligation.

L'entreprise devra également vérifier la comptabilité entre les différents plans, plans architectes et plans techniques, électricité, plomberie, chauffage, ventilation, etc. et devra signaler à l'Architecte maître-d'œuvre les observations éventuelles.

4.1.10 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

A la réception des travaux, l'entrepreneur devra fournir le Dossier des Ouvrages Exécutés :

Sous forme informatique (de préférence) ou sur papier en 1 exemplaire pour validation par le Maître d'œuvre,

Après accord du Maître d'œuvre, sous forme papier en plusieurs exemplaires au Maître d'Ouvrage, et sous forme informatique (CD, DVD ou tout autre support physique ou non) en 2 exemplaires (1 à destination du Maître d'œuvre, 1 à destination du Maître d'Ouvrage),

Ce dossier comprendra :

- le dossier complet des pièces composant le projet, mis en conformité avec les ouvrages exécutés ;
- les plans et schémas des tableaux électriques, armoires, coffrets, etc ;
- une notice décrivant les dispositions à prendre pour les travaux d'entretien des appareils d'éclairage dans les locaux de grande hauteur (si tel est le cas) ;
- une notice donnant, pour chaque pièce, dégagement, hall, escalier, etc, le niveau moyen d'éclairage mesuré à la mise en service ;
- une notice d'instructions pour la ventilation (si tel est le cas) comprenant :
 - o Fiche notice de ventilation,
 - o Fiche notice d'entretien,
 - o Fiche notice de consignes d'utilisation,
 - o Fiche notice de vérification à la mise en service,
 - o Ensemble des notices techniques du matériel installé ;
- une notice d'instructions pour l'installation électrique comprenant :
 - o Fiches descriptives des installations,
 - o Fiches descriptives des caractéristiques,
 - o Notices d'entretien,
 - o Ensemble des notices techniques du matériel installé ;
- pour les installations de désenfumage (si tel est le cas) :
 - o Fiches descriptives des installations,
 - o Fiches descriptives des caractéristiques,
 - o Notices d'entretien,
 - o Ensemble des notices techniques du matériel installé ;



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Les notices techniques devront préciser pour chaque matériel, la nature et la fréquence des opérations de contrôle et d'entretien, ainsi que les personnes habilitées à procéder à ces opérations (services du Maître d'Ouvrage, entreprise spécialisée, constructeur, ...).

Lorsque les opérations peuvent être réalisées par les services du Maître d'Ouvrage, le mode opératoire devra être indiqué clairement.

Toutes les notices techniques seront rédigées exclusivement en langue française, y compris celles émanant des constructeurs et même s'il s'agit de constructeurs étrangers.

L'ensemble de ces documents sera remis à l'ARCHITECTE - Maître d'œuvre qui les visera avant de les transmettre à leurs destinataires.

Unité : PM (Inclus dans l'offre)

4.1.11 DOCUMENT DE REFERENCE

L'ensemble des travaux du présent lot sera réalisé de façon à satisfaire aux normes et règlements en vigueur.

Les travaux seront exécutés selon les règles de l'art et suivant les prescriptions des documents techniques et prescriptions des fabricants : D.T.U., normes N.F., avis techniques, textes et règlements officiels en vigueur à la date de l'exécution des travaux (liste non limitative) :

Cahier des charges des Documents Techniques Unifiés :

Code la Construction et de l'Habitation

- Code du travail
- Code de la Santé Publique
- Code de l'Urbanisme
- Code Civil

Normes françaises et européennes

Documents Techniques Unifiés

- installations de chauffage

Avis techniques, certifications, règles de calcul

- Décret n° 73-1048, du 15 novembre 1973 ;
- Arrêté du 10 novembre 1976 (règles d'établissement, d'exploitation et d'entretien des circuits et des installations électriques de sécurité des immeubles) ;
- Arrêté du 26 février 2003 (règles d'établissement, d'alimentation, d'exploitation et de maintenance des installations de sécurité des établissements recevant des travailleurs) ;
- Circulaire du 9 août 1978 (J.O. N.C. du 13 septembre 1978), modifié par les circulaires du 26 avril 1982 (J.O. du 13 juin 1982), du 20 janvier 1983 (J.O. du 25 février 1983). Révision du règlement sanitaire départemental type ;
- Arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et installations de sécurité, et circulaire DRT n° 2003-07 du 30 mai 2003 ;
- Règlement de sécurité des établissements recevant du public :
 - o Règles générales : arrêté du 25 juin 1980, arrêté du 2 février 1993, arrêté du 3 mai 1999, arrêté du 20 novembre 2000, arrêté du 19 novembre 2001, arrêté du 29 janvier 2003,
 - o Règles particulières aux établissements de type R,



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none">o Établissements d'enseignement : arrêté du 4 juin 1982 ;– Décret 2006-555 du 17/05/06 applicable au 01/01/2007 "Accessibilité aux personnes handicapés :<ul style="list-style-type: none">o arrêté du 01/08/06, constructions neuves (logts, maisons),o arrêté du 21/03/07, accessibilité ERP existant,o arrêté du 26/02/07, bâtiments d'habitation existants,o arrêté du 22/03/07, attestation "contrôle" de la bonne réalisation des installationso arrêté du 30/11/07, accessibilité ERP et installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,o arrêté du 30/11/07, accessibilité bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction ;– Arrêtés du 21 février 1995 et du 14 février 2000, révisant le règlement de sécurité des E.R.P. ;– Décret n° 73-1007 du 31 octobre 1973 (code de la construction art. R 123-11, R123-18, R 123-19) ;– règlement de sécurité incendie (arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de la sécurité contre les risques d'incendie et de paniques dans les ERP) :<ul style="list-style-type: none">o section V : installations de détection automatique d'incendie MS 53 à MS 57,o section VI : systèmes d'alarme et d'alerte MS 58 à MS 66,o section VII : entretien, vérifications et contrôle, MS 67 à MS 69 ;– Circulaire du 03 mars 1982 relative aux instructions techniques prévues dans le règlement de sécurité des ERP : IT 246, IT 247, IT 248 ;– Arrêté du 10 novembre 1994 ;<ul style="list-style-type: none">o Normes NF S 61-930 à S 61-940, S 61-950 à S 61-952, S 61-961 et S 61-962 et document FD S 61 949 ;o Règles d'installation R7 (APSAD) et liste des matériels agréés n° 37 (APSAD) ;o Règle technique sur les détecteurs de flamme et de fumée H7 (APSAD) ;o Règle d'installation R51 (APSAD et liste des matériels certifiés NF A2P) ;– Décret n° 83-721 du 2 août 1983 (J.O. du 5 août 1983), éclairage des lieux de travail ;– Décret 2010-1017 du 30 août 2010 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage entreprenant la construction ou l'aménagement de bâtiments destinés à recevoir des travailleurs en matière de conception et de réalisation des installations électriques.– Directive du conseil de la C.E.E. du 29 mai 1990 (J.O. de la C.E.E. du 21 juin 1990 n° L156), prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives au travail sur écran ;– Normes NF C 13-100 et NF C 13-200 ;– Norme NF C 15-100, et toutes normes NFC, NFX, NFEN applicables ;– Publications CEI ;– Directive 89/336/CEE du 03 mai 1989 relative à la compatibilité électromagnétique ;– Le document technique unifié D.T.U. 70-1 ;– Tous D.T.U. et normes bâtiments ;	



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none">– La circulaire ministérielle n° AS 2 du 29 janvier 1979 relative aux dispositions techniques applicables pour accueillir des personnes à mobilité réduite ainsi que les décrets 78-109 du 1er février 1978, 92-332 du 31 mars 1992, 94-86 du 26 janvier 1994, et les arrêtés des 31 mai 1994 et 27 juin 1994 ;– Le Guide de la Qualité des Constructions Publiques édité par le CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE-FRANCHE COMTE.– Le Guide « ACCESSIBILITE ET CONFORT DES BATIMENTS PUBLICS » édité par le Ministère de l'Equipeement, du Logement, du Transport et du Tourisme (avril 1997) ;– Les prescriptions de l'ASSOCIATION FRANCAISE DE L'ECLAIRAGE concernant l'éclairage des locaux scolaires ;– Les Publications de la Commission Internationale de l'Eclairage (CIE) ;– Les prescriptions du présent C.C.T.P.	

Les divers documents retenus seront ceux en vigueur à la date de remise des prix.

Tous ces textes étant parfaitement connus de l'Entreprise ne seront pas repris dans le présent C.C.T.P.

L'Entrepreneur tiendra compte, en cours de préparation et d'exécution des nouveaux règlements qui entreraient en vigueur et qui modifieraient ou complèteraient les documents susvisés.

Il en informera, par écrit, le Maître d'Œuvre, en précisant les points concernés.

L'énoncé des textes ci-dessus constitue un minimum. En l'absence de textes, en cas d'insuffisance des textes existants, ou en toutes circonstances où l'intérêt du Maître d'Ouvrage ou la sécurité des usagers le nécessite, le Concepteur Technique est parfaitement fondé à :

- Énoncer des exigences supérieures ou plus contraignantes ;
- Faire appel à des normes ou spécifications techniques particulières (normes ou spécifications EDF, FRANCE TELECOM, MINISTERE DE LA DEFENSE,...) ;
- Normes ou spécifications étrangères.

4.1.12 QUALIFICATION

L'Entrepreneur devra avoir les qualifications minimales QUALIFELEC E.2.2 pour l'installation électrique courants forts, ou toute autre attestation équivalente témoignant de ses compétences minimales exigées.

Pour la téléphonie, l'installateur devra être agréé FRANCE TELECOM et FICOME. De plus, pour les interventions sur l'autocommutateur, il devra obligatoirement faire appel à l'Entreprise titulaire du contrat de maintenance.

Dès le début des travaux, tout le personnel intervenant sous la responsabilité de l'Entrepreneur devra avoir reçu l'habilitation nécessaire telle que définie dans la publication UTE C 18 510.

Toutes les attestations de qualifications seront jointes à l'offre de l'Entreprise, selon les exigences du CODE DES MARCHES et du Règlement Particulier d'Appel d'Offres.

4.1.13 CONTROLE ET ESSAIS

Le bureau de contrôle sera désigné par le Maître d'Ouvrage.

Sont à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot, s'il y a lieu :

- La réalisation des essais de fonctionnement AQC (ex. COPREC) et l'établissement des procès-verbaux correspondants,
- Les frais de validation des installations courants faibles (sécurité incendie, réseau VDI, anti-intrusion ...),
- La constitution des dossiers permettant au Maître d'Ouvrage de percevoir les différentes primes (EDF, ...).



MAÎTRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Tous les documents ci-dessus seront transmis à l'Architecte - Maître d'œuvre, qui les fera parvenir au Bureau de Contrôle et au Maître d'Ouvrage.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'arrêté du 10 octobre 2000 (J.O. du 17 octobre 2000), les documents suivants devront être remis au bureau de contrôle :

- Plan des locaux, avec indication des locaux à risques particuliers d'influences externes, particulièrement risque d'incendie et d'explosion, et dans ce dernier cas, représentation des différentes zones ;
- Plan de masse à l'échelle des installations avec implantation des prises de terre et des canalisations électriques enterrées ;
- Cahier des prescriptions techniques ayant permis la réalisation de l'installation ;
- Procès-verbaux de résistance au fil incandescent des blocs autonomes d'éclairage de sécurité et des appareils d'éclairage ;
- Schémas unifilaires des installations électriques accompagnés, si nécessaire, d'un synoptique montrant l'articulation des différents tableaux ;
- Carnets de câbles ;
- Notes de calcul justifiant du dimensionnement des canalisations et des dispositifs de protection ;
- le cas échéant, déclarations CE de conformité et notices d'instructions des matériels installés dans les locaux ou emplacements à risque d'explosion ;
- Liste des installations de sécurité et effectif maximal des différents locaux ou bâtiments ;
- Copie des attestations de conformité établies en application du décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972.

Les Entreprises doivent mener des actions d'inspection dont la finalité est de s'assurer de la conformité de leurs travaux, conformément à la norme NF P 03 100 et à l'art.GE8 §1 pour les Établissements Recevant du Public.

Ces documents viennent en complément des essais de fonctionnement COPREC réalisés par les mêmes entreprises.

Les résultats de ces contrôles sont formalisés par les entreprises sur des fiches d'auto-contrôles qui doivent être communiquées.

Toutes les modifications demandées par le Bureau de Contrôle sont à la charge exclusive de l'Entreprise adjudicataire du présent lot, sans qu'il puisse en résulter quelque supplément de prix que ce soit.

4.1.14 COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Si un coordonnateur SPS est désigné par le Maître d'Ouvrage, en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret n° 94-1159 du 29 décembre 1994, toutes les modifications demandées par ledit coordonnateur, tant en phase conception qu'en phase réalisation, seront à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot, sans qu'il puisse en résulter quelque supplément de prix que ce soit.

Il en sera de même pour les différents documents demandés par le coordonnateur SPS en application du Code du Travail et pour ses exigences particulières concernant la méthodologie de réalisation ou les modes opératoires.

4.1.15 RECEPTION DES INSTALLATIONS

Une période d'une semaine sera prévue pour les réglages et essais avant réception. Cette phase s'effectuera en dehors des périodes de fonctionnement des installations relatives aux besoins du chantier.

Durant cette phase, tous les frais de main d'œuvre et d'entretien seront à la charge de l'Entrepreneur.

Préalablement à la réception des travaux, une copie des P.V. d'essais sera remise au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Le Maître d'ouvrage entrera en possession des ouvrages dès notification favorable du procès-verbal de réception.

4.1.16 DOSSIER DE CHANTIER

Avant tout début des travaux, un dossier de chantier sera établi par l'Entrepreneur adjudicataire du présent lot. Ce dossier sera remis au Maître d'Œuvre qui donnera soit son accord, soit la liste des modifications à apporter. Ce dossier de chantier établi à partir des STD du présent dossier de consultation comprendra :

- Les nomenclatures techniques détaillées,
- Les plans de chantier :
- Plans de cheminement des canalisations, gaines et fourreaux,
- Plans de réservations,
- Schémas électriques,
- Notes de calcul.

L'Entrepreneur présentera les échantillons de matériels durant cette phase.

4.1.16.1 NOMENCLATURES DES MATERIAUX

Le matériel installé devra être rigoureusement conforme à celui défini dans le présent dossier et dans l'offre de l'Entreprise ayant servi à l'établissement du marché.

Les marques et types sélectionnés initialement ne pourront être modifiés sans l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Cependant, très exceptionnellement, si les circonstances l'imposent, l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre devra être obtenu après demande de changement de matériel sérieusement motivée.

Ces nomenclatures comprendront :

- Pour la distribution Basse Tension :
 - o Un schéma de principe des installations avec les mêmes repères d'installation que les protections correspondantes du tableau B.T., les puissances, les phases d'alimentation, le nombre et la section des conducteurs,
 - o Une note de calcul des chutes de tension pour les circuits défavorisés.

4.1.16.2 PLANS DE CHANTIER

Les plans de chantier comprendront :

- Pour la distribution Basse Tension :
 - o Un plan de distribution sur lequel seront portés le tracé des canalisations, l'emplacement des divers coffrets, organes de protection, de commande, de coupure, des boîtes en attente,
 - o Seront également indiqués, avec un numéro de repérage identique à celui porté sur les schémas de principe, l'emplacement des foyers lumineux, prises de courant et appareils divers avec indication des phases d'alimentation.

4.1.17 OBLIGATION DE L'ENTREPRISE

L'Entrepreneur devra parfaitement prendre connaissance des travaux, des plans et des diverses prescriptions, tant techniques qu'administratives, en vue d'effectuer la fourniture, la pose et le raccordement des canalisations et appareillages nécessaires au bon fonctionnement des installations.

La fourniture et la pose des fourreaux nécessaires au passage des gaines et tuyauteries, les bouchages des trous et raccords, les scellements de matériel et supports de toutes natures, les socles susceptibles de supporter les appareillages de toutes natures, sont dus au présent lot.

L'Entrepreneur est tenu de prévoir les ouvrages, accessoires et appareils nécessaires au parfait achèvement des travaux, qui ne seraient pas explicitement spécifiés aux présentes S.T.D. et ce depuis les points d'origine des

installations. L'énumération des matériels et fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux n'est pas limitative.

L'Entreprise devra répondre aux besoins exprimés pour assurer un bon fonctionnement des installations, sans qu'elle puisse se prévaloir d'une omission dans les présents documents.

De ce fait, l'Entreprise ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

4.1.18 GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

L'entrepreneur est tenu de maintenir son installation en bon état de fonctionnement pendant la période comprise entre l'achèvement des travaux et la réception.

Pendant ce délai, il devra remplacer à ses frais toutes les pièces qui viendraient à manquer ou à céder par vice de construction ou de montage, défaut de matière, usure anormale.

La période de garantie de parfait achèvement est d'une année, à compter de la date de réception. Les ouvrages fonctionnels comprendront dans leur garantie, la maintenance et le dépannage nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale, pendant 1 an à compter de leur réception sans réserve.

La période de garantie de bon fonctionnement est de 2 années, à compter de la date de réception (article 1792-3 du Code Civil).

Cette garantie portera sur tous les défauts visibles ou non des éléments d'équipements, contre tous les vices de construction ou de conception et sur le bon fonctionnement de l'installation, tant dans l'ensemble que dans les détails.

Toute pièce ou élément reconnu défectueux sera remplacé.

En cas de défectuosité d'un appareil, la durée de garantie sera prolongée d'une durée égale à celle de l'indisponibilité. Aucun remplacement partiel ne sera admis.

4.1.19 ALIMENTATION PROVISOIRE DE CHANTIER

L'Entreprise adjudicataire du présent lot devra, pour les besoins du chantier, la mise en place d'une armoire et / ou de coffrets satellite de chantier répondant aux exigences du décret du 14 novembre 1988 et aux recommandations de l'OPPBTP.

A chaque niveau sera installé au moins un coffret divisionnaire présentant également un indice de protection minimal IP 447 et disposant d'un nombre de prises de courant suffisant.

L'alimentation de l'armoire et des coffrets sera réalisée en câbles de la série H 07 RNF, de section appropriée aux besoins. Toutes dispositions seront prises pour que les appareils et outillages électroportatifs ne soient jamais situés à plus de 25 mètres d'un coffret divisionnaire de chantier.

Conformément aux dispositions de l'article 53 du décret du 14 novembre 1988, l'installation de chantier sera vérifiée avant sa mise en service. Un exemplaire du procès-verbal sera adressé au concepteur technique.

L'Entreprise adjudicataire du présent lot devra assurer, pendant toute la durée des travaux, la maintenance de l'installation électrique provisoire de chantier. En fin de travaux, elle en assurera la dépose.

L'entreprise adjudicataire du présent lot, devra, l'alimentation de la base vie depuis le coffret électrique général mis en place par le titulaire du lot 02 GROS-ŒUVRE - MAÇONNERIE. Les fourreaux pour le passage des câbles seront à la charge du titulaire du lot 01 TERRASSEMENT-VRD.

Lorsqu'il sera fait usage de groupes électrogènes provisoires à moteur thermique, ces derniers devront répondre aux exigences du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995, pris en application de la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit.

Leur installation sera conforme aux dispositions du guide technique UTE C 15-401.

Toutes dispositions seront prises de façon qu'en aucun cas, un appareil utilisateur de l'énergie électrique se trouve alimenté par un câble de plus de 25 mètres depuis le coffret de prises.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Dès le début des travaux, l'Entreprise adjudicataire devra remettre au coordonnateur SPS le procès-verbal de vérification de ses armoires et coffrets de chantier établi par un contrôleur technique aux seuls frais dudit adjudicataire.

4.1.20 CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT

L'Etablissement est un ETABLISSEMENT RECEVANT DES TRAVAILLEURS (ERT).

4.1.21 EQUIPEMENT ELECTRIQUE DES LOCAUX

4.1.21.1 DISTRIBUTION

4.1.21.1.1 CHEMIN DE CABLES

Chaque fois que les câbles circulent en faux plafonds, gaines verticales, galeries techniques ou vides sanitaires (liste indicative et non limitative), l'installateur prévoira la fourniture et la mise en place de chemins de câbles chaque fois que plus de quatre câbles suivront le même tracé. Toutefois, si un seul câble comporte des conducteurs de section égale ou supérieure à 16 mm² quel que soit le nombre de conducteurs, la pose sur chemins de câbles devient obligatoire.

Lorsqu'il n'est pas fait usage de chemins de câbles, les câbles seront fixés au moyen de cavaliers de distribution.

Les chemins de câbles devront être largement dimensionnés pour permettre la mise en place des câbles avec une réserve de 20% pour extension éventuelle. Ils comporteront des bords rabattus non coupants de 50 mm minimum de hauteur.

L'installateur devra obligatoirement utiliser des éléments de raccordement du commerce tels que coudes, dérivations, croix, tés, consoles, supports, suspensions etc...

Les câbles seront facilement accessibles. Ils seront posés et non tirés.

Les parties de chemins de câbles accessibles, situées à moins de 2 mètres de hauteur par rapport au sol devront être munies de couvercles ou de caches en tôle.

A l'aide de dispositifs appropriés, l'installateur devra restituer le degré coupe-feu et les isolements phoniques et thermiques des parois traversées par les chemins de câbles.

Les chemins de câbles seront de type préfabriqué métallique en tôle d'acier galvanisée ajourée, en fil d'acier galvanisé à chaud. Tous les accessoires seront également galvanisés à chaud.

Il sera tenu compte, si la pose des câbles est jointive, des facteurs de correction de leur section, conformément au tableau 52 H de la norme NF C 15-100.

Les chemins de câbles métalliques supportant des câbles qui ne sont pas de classe II seront reliés au circuit de terre par un conducteur en cuivre nu fixé par des bornes non isolantes tous les mètres;

Les boîtes de dérivation seront fixées, soit sur les parties latérales des chemins de câble, soit sur les parois des locaux. Ces boîtes seront clairement repérées.

L'installateur devra respecter, obligatoirement, les hauteurs libres indiquées par le Maître d'Oeuvre par rapport au sol, pour permettre le passage et la libre circulation. Les chemins de câbles ne seront jamais posés sur le sol.

D'une manière générale, les chemins de câbles "courants forts" s'écarteront de 0,30 m au moins, en cheminement parallèle, des circuits "courants faibles".



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART DESCRIPTION 19/02/2026

Pour les faibles distances, les séparations entre circuits "courants forts" et "courants faibles" seront supérieures aux dimensions suivantes :

longueur du parallélisme :	séparation minimum :
2m	2 cm
5m	4 cm
10m	7 cm
15m	12 cm
20m	15 cm
30m	20 cm
40m	25 cm
50m et plus	30 cm

Toutes les sujétions de pose, assemblage, fixation, compris scellement des consoles, pendards ou suspensions diverses sont à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot, ainsi que les sujétions de rebouchage (compris rebouchage coupe-feu) au droit des murs et dalles.

4.1.21.1.2 TUBES ET CONDUITS

L'installateur prévoira la fourniture et la mise en place des tubes et conduits pouvant contenir les canalisations électriques.

Les règles générales concernant les systèmes de conduits sont spécifiées dans la norme NF C 68-110 (NF EN 50086-1).

Les systèmes de conduits rigides seront conformes à la NF C 68-111 (NF EN 50086-2-1).

Les systèmes de conduits cintrables seront conformes à la NF C 68-112 (NF EN 50086-2-2).

Les systèmes de conduits souples seront conformes à la NF C 68-113 (NF EN 50086-2-3).

Un système de conduits "est un assemblage constitué des conduits proprement dits, et de leurs accessoires procurant, lorsqu'il est réalisé selon les instructions du fabricant et mis en œuvre selon les règles applicables, une protection mécanique et, si nécessaire, électrique adaptée aux conducteurs ou câbles contenus dans le dit système, ainsi qu'aux conditions d'environnement".

Les canalisations électriques "en apparent" seront posées sous conduits IRL 3321 (inflammable, rigide, lisse) en P.V.C. gris, conforme à la norme NF C 68-107. ces conduits seront munis de tous les accessoires nécessaires (équerrés, cintres, tés, manchons etc...). Ils seront fixés directement aux parois par des colliers plastiques protégés contre les rayons ultraviolets, avec embase à visser diamètre 8mm en matière plastique. Ces colliers seront distants au maximum de 30 centimètres.

Les conduits ne seront remplis qu'au tiers de leur contenance.

Les canalisations électriques "en encastré" seront posées sous conduit ICTL 3421 (inflammable, cintrable transversalement élastique lisse) ou ICTA 3342 (inflammable, cintrable transversalement élastique annelé), conformément à la norme NF C 68-105. Ils seront posés avant coulage des dalles et des voiles en béton.

Les conduits ne seront jamais posés au sol. Les conduits en acier seront proscrits, sauf cas de risques mécaniques, où il sera fait emploi de conduits MRL 5557 (métallique, rigide, lisse) avec mise à la terre éventuelle, suivant montage étanche ou "métro" (NF C 68-108).

Il sera nécessaire de procéder aux colmatages des orifices de départ et d'aboutissant des gaines et conduits par la pose d'un joint souple afin d'en assurer l'étanchéité.

Les calfeutrements entre les fourreaux et les câbles, aux traversées des parois, seront dus par l'Entrepreneur et devront toujours rétablir le degré coupe-feu des parois horizontales ou verticales traversées, ainsi que leur isolation phonique.

Sauf prescriptions spéciales, les tubes et conduits seront encastrés.

4.1.21.1.3 GOULOTTES, MOULURES, PLINTHES, POSTE DE TRAVAIL ET COLONNES

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

L'installateur prévoira, en cas d'impossibilité techniques de dissimulation de câblage dans les cloisons, doublage et faux plafond, la fourniture, la pose et le raccordement des goulottes, des moulures et des plinthes préfabriquées, y compris le couvercle.

Ces goulottes, moulures et plinthes comporteront un ou plusieurs compartiments et seront équipées de tous leurs accessoires et en particulier des angles intérieurs et extérieurs variables et des embouts.

Un soin tout particulier devra être apporté à la réalisation des changements de direction.

Dans le cas des plaintes, elles seront obligatoirement pourvues d'une bande souple en partie inférieure, de façon à assurer un contact parfait avec le revêtement de sol.

Les teintes seront soumises au choix du Maître d'Oeuvre.

4.1.21.1.4 CABLES ET FILS DES CIRCUITS BT ET TBT

Les câbles et fils utilisés devront être non-propagateurs de la flamme selon la NF C 32-070 (essai n° 1).

Ils seront pour les distributions principales :

- sections inférieures ou égales à 16mm², de la série U 1000 R2V ;
- sections supérieures à 16mm², de la série 1000 R2V conformes à la norme NF C 32-321.

Ils seront, pour les distributions secondaires :

- sections inférieures ou égales à 16mm², de la série U 1000 R2V ;
- de type résistant au feu suivant indication,
- en fil de type H 07 V-U, H 07 V-R ou H 07 V-K pour les fils encastrés suivant la norme NF C 32-201.

Tous les conducteurs utilisés auront une âme en cuivre. Pour les sections supérieures ou égales à 120 mm², les conducteurs pourront avoir une âme en aluminium, sauf prescriptions spéciales.

La section des conducteurs utilisés sera obligatoirement déterminée en fonction des intensités, des longueurs, des organes de protection et des facteurs de correction, conformément à la norme

NF C 15-100 pour la distribution et des coefficients de simultanéité K définis ci-après : (a)

- externat, internat, administration :
- canalisations secondaires lumière : K=1
- canalisations principales lumière : K=0,9
- logements :
- canalisations lumière : K=1
- cuisine, chaufferie, dépôts, réserves :
- canalisations lumière : K=1
- éclairage extérieur :
- canalisations : K=1

Les sections seront au minimum de :

- 1,5 mm² pour les circuits jusqu'à 10A
- 2,5 mm² pour les circuits jusqu'à 16A
- 4 mm² pour les circuits jusqu'à 20A
- 6 mm² pour les circuits jusqu'à 32A.

Lorsque les câbles sont destinés à l'alimentation de moteurs, leur section ne pourra en aucun cas être inférieure à 2,5mm².

Toutefois, les circuits secondaires des transformateurs de mesure feront exception à cette règle :

- secondaires des transformateurs de tension : 2,5 mm² minimum
- secondaires 5A des transformateurs de courant : 6 mm² minimum
- secondaires 1A des transformateurs de courant : 2,5 mm² minimum.

Sauf prescriptions spéciales, la section du conducteur de protection sera égale à celle des conducteurs actifs.

Tous les circuits terminaux comporteront un conducteur de protection. Dans le cas d'alimentation d'appareils de classe II, le conducteur de protection sera installé mais non raccordé.

La section des conducteurs de protection sera choisie en fonction de la section des conducteurs de phase, conformément au paragraphe 543 de la norme NF C 15-100.

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Les câbles et fils devront être repérés à leur arrivée aux armoires électriques. Les repères devront être identiques à ceux des schémas et des plans. Les câbles empruntant les chemins de câbles seront également repérés.

Les câbles, dans les chemins de câbles devront être peignés (rangés les uns à côté des autres et au-dessus des autres proprement), et correctement attachés.

Les conducteurs utilisés seront aux couleurs conventionnelles.

Les matériaux utilisés pour l'isolation et la protection mécanique des câbles seront "SANS HALOGENE", de manière à éviter la production de gaz toxiques ou corrosifs lors d'un incendie.

4.1.21.1.5 PARAFoudre

Les parafoudres Courants Forts et Courants Faibles sont équipés de technologie à diodes d'écrêtage pouvant assurer la protection des équipements électroniques avec des temps de réponses inférieur à 10-6 secondes sur des tensions Up entre 0,8KV et 4KV.

4.1.22 ARMOIRES ET COFFRETS ELECTRIQUES

4.1.22.1 GENERALITES

L'installateur devra la fourniture, la pose et le raccordement des armoires et coffrets électriques de protection et de commande nécessaires à ses installations.

Tous les équipements de commande, de contrôle, de protection, de sécurité etc... seront regroupés dans des armoires ou coffrets électriques.

Les dispositifs de protection devront avoir un pouvoir de coupure au moins égal à l'intensité maximale du courant de court-circuit correspondant à leur position définitive dans les installations.

Il est impératif que l'installation soit réalisée en tenant compte de la sélectivité des protections. Toute protection placée sur le conducteur neutre devra provoquer la coupure omnipolaire du circuit considéré.

Toutes les dispositions devront être prises pour que le fonctionnement des différents dispositifs électriques ne soit pas influencé par des perturbations électromagnétiques (fonctionnement des organes de puissances) ou mécaniques (vibrations).

4.1.22.2 EQUIPEMENTS

Les armoires électriques comprendront, entre autres, les matériels définis ci-après :

- Disjoncteurs :
 - Lorsque les utilisations à protéger ne nécessitent pas la fonction de commande avec asservissement, les protections seront assurées par des disjoncteurs magnétothermiques, neutre coupé (schéma TT).
 - Les disjoncteurs devront obligatoirement avoir le pouvoir de coupure au point considéré.
 - Les disjoncteurs assureront la sélectivité verticale du déclenchement en cas de défaut sur court-circuit et d'isolement.
 - nota : tous les disjoncteurs, y compris lorsqu'il s'agit d'un disjoncteur d'arrivée, devront avoir leurs organes de détection (relais magnétothermiques, dispositifs à courant résiduel, etc...) installés EN AVAL des contacts principaux. Cette disposition est également exigée pour les tableaux généraux basse tension.
- Discontacteurs :
 - L'installateur utilisera, lorsque la fonction de protection et de commande asservie est nécessaire, des disjoncteurs-moteurs associés à des contacteurs. Ils seront équipés de relais thermiques différentiels associés à des disjoncteurs-moteurs magnétothermiques.
- Contacteurs :
 - L'installateur utilisera des contacteurs, lorsque la fonction de commande asservie est nécessaire pour d'autres organes que des moteurs. Ceux-ci seront, dans la mesure du possible, de type modulaire et auront un pouvoir de coupure adapté.
- Minuteries :

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none"> Les minuteries seront de type modulaire électronique, à temporisation réglable d'une durée allant de 30 secondes à 7 minutes, avec possibilité de mise hors service ou en position d'éclairage permanent en ne subissant aucune détérioration en cas de blocage d'un des boutons poussoirs. Lorsque les circuits alimentés comportent des lampes en tubes fluorescents, les minuteries ne devront pas comporter de préavis d'extinction. Les intensités nominales traversant les minuteries seront adaptées aux circuits commandés; dans le cas contraire, elles seront complétées par des contacteurs. <ul style="list-style-type: none"> – <u>Télerupteurs :</u> Les télerupteurs seront de type modulaire ; ils seront adaptés aux circuits commandés ; dans le cas contraire, ils seront complétés par des contacteurs. <ul style="list-style-type: none"> – <u>Détecteurs de présence / mouvement :</u> Les détecteurs maîtres seront à SECURITE POSITIVE conformément à l'EC 6 § 3 du Règlement de Sécurité des E.R.P. <ul style="list-style-type: none"> – <u>Coupe-circuit :</u> Il ne sera admis aucun coupe-circuit à cartouche fusible dans les installations, sauf prescription spéciale. <ul style="list-style-type: none"> – <u>Parafoudre :</u> Les armoires électriques principales seront équipées d'un coffret parafoudre de tension résiduelle de crête et d'un pouvoir d'écoulement par rapport à la terre définis dans le chapitre descriptif. Un soin tout particulier sera apporté au raccordement de ce parafoudre. 	

4.1.22.3 CARACTERISTIQUES

Chaque armoire électrique aura les principales caractéristiques suivantes :

- les dimensions pourront ne pas être standard, l'armoire pouvant alors être fabriquée à la demande pour être installée dans l'espace prévu (uniquement après accord du Maître d'OEuvre).
- elle sera de type fermé, étanche aux poussières, constituée par une enveloppe métallique en tôle d'acier de 2 mm d'épaisseur minimum, protégée contre la corrosion par un décapage et un revêtement phosphatant, apprêtée par deux couches de peinture anticorrosive et deux couches de peinture glycérophthalique; elle pourra être également en polyester de qualité mécanique équivalente; sa couleur sera soumise à l'approbation du Maître d'OEuvre;
- la rigidité de l'enveloppe devra être suffisante pour résister aux contraintes thermiques résultant d'un court-circuit et aux contraintes mécaniques dues au fonctionnement normal de l'appareillage.
- elle comportera, en face avant, une ou plusieurs portes avec joint d'étanchéité et paumelles invisibles, fermant par crémone et clé (unique pour l'ensemble des armoires).
- une poche à plans rigide et largement dimensionnée sera installée à l'intérieur de la porte;
- la totalité du matériel devra être installée sur un châssis en fer profilé DIN , ou ferrures spéciales pour les gros appareils, et être facilement accessible par la face avant de l'armoire, pour permettre sa fixation, son raccordement, son entretien et éventuellement son remplacement ;
- tout l'appareillage intérieur sera obligatoirement alimenté par le haut ;
- chaque appareil sera repéré par étiquettes en matière plastique gravée et indiquera l'utilisation et le repérage conformément au schéma; ce repérage signalera en clair le nom des locaux ou des appareils alimentés; les étiquettes seront fixées de manière inamovible sur les appareils, les plastrons, ou les supports de câblage ;
- le câblage de la télécommande sera réalisé en fil H 07 V-K (U 500 SV) d'une section minimum de 1,5 mm² installé sous goulotte plastique et en torons fixés sur les portes de l'armoire ;
- l'alimentation des appareils "en guirlande" borne à borne est interdite. Les alimentations seront issues de répartiteurs ou de peignes préfabriqués adaptés aux intensités appelées par la rangée d'appareils qu'ils alimentent.
- L'alimentation des peignes préfabriqués se fera au moyen des dispositifs particuliers préconisés par le constructeur, et en aucun cas à partir des bornes d'un des appareils de la rangée alimentée ;

MAITRE D'OUVRAGE : Caisse Nationale des Allocations Familiales 32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14		
Chantier AFF : AVB- 2023-17 Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC pour création de bureaux 22, Rue Nodot - 21 000 DIJON		

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none"> – les sections des conducteurs situés à l'intérieur de l'armoire ne devront en aucun cas être inférieures aux sections des conducteurs de câbles vers les utilisations ; – l'accès aux goulottes et au câblage devra pouvoir s'effectuer depuis la face avant de l'armoire ; – l'identification des circuits principaux (liaisons d'énergie) sera conforme aux normes en vigueur : • bleu pour le neutre, • vert/jaune pour la terre, • toutes couleurs pour les phases, sauf bleu, gris, vert, jaune ou bien double couleur ; – entre deux connexions, aucune épissure, ni soudure, ni barrette de connexions (domino) ne sera admise sur les conducteurs, qu'ils appartiennent à des circuits principaux, auxiliaires ou de protection ; – toutes les extrémités de câbles souples seront munies de cosses ou d'embouts sertis ; – tous les conducteurs devront être numérotés; ils porteront à chaque extrémité un porte-étiquette en matière plastique, les repères correspondront aux plans et aux schémas d'exécution ; – les câbles extérieurs ne devront pas aboutir directement aux appareils; leur raccordement sera effectué soit sur un jeu de barres intermédiaire facilement accessible, pour les fortes sections, soit sur un bornier général dont les barres seront numérotées, pour les autres ; – sur les borniers, les raccordements des conducteurs des câbles d'utilisation seront peignés et comporteront une boucle ; il devra être possible d'effectuer aisément des mesures, au moyen d'une pince ampèremétrique sur les conducteurs de puissance ; – les câbles devront être protégés contre les risques de détérioration de l'isolant au niveau de leur entrée dans l'armoire; ces protections seront réalisées par presse-étoupe ou par brides ; en aucun cas, l'entrée des canalisations ne devra être exécutée par une découpe du panneau arrière; les arrivées ou départs s'effectueront par le dessous ou le dessus exclusivement ; – sur toute la longueur, une barre en cuivre sera installée pour la mise à la terre de l'ensemble et le raccordement des différents départs ; en aucun cas, il ne sera accepté de regrouper sur une seule borne plusieurs conducteurs de terre ; – les portes, lorsqu'elles sont métalliques, seront mises à la terre par l'intermédiaire d'une tresse en cuivre étamé aux boulonnages ; – une aération devra éviter toute élévation anormale de température à l'intérieur de l'armoire. Dans le cas de locaux empoussiérés, des échangeurs adaptés devront être utilisés ; – des plaques isolantes de protection devront empêcher tout contact direct avec des pièces sous tension ; – les différents appareillages, et principalement les disjoncteurs devront être équipés de capots cache-bornes sur les bornes situées en amont et en aval ; – un emplacement de réserve, égal au moins à 30 % de l'espace occupé, sera convenablement réparti ; – les armoires seront fixées solidement sur des fers profilés et scellés au mur; dans tous les cas, la hauteur par rapport au sol sera telle que l'appareillage de commande et de signalisation soit accessible à hauteur d'homme, sans interposition d'échelle, de marchepied etc., excepté les coffrets des classes qui pourront être installés au ras des plafonds (sur prescription spéciale seulement) ; – tous les coffrets et armoires seront fermés à clé. Le modèle de clé sera unique pour l'ensemble des armoires et coffrets de l'établissement et sera soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'OEuvre. Quatre clés au moins seront remises au Maître d'Ouvrage. 	

4.1.22.4 DISPOSITIFS D'ARRET D'URGENCE

Lorsqu'une armoire électrique comporte un dispositif d'arrêt d'urgence, et ceci que l'organe de commande ("coup de poing") soit installé sur l'armoire ou hors de l'armoire, le réarmement de l'installation ne pourra être obtenu que par déverrouillage de l'organe de commande au moyen d'une clé.

4.1.22.5 PROTECTION CONTRE LES CONTACTS INDIRECTS

4.1.22.5.1 GENERALITES



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Le schéma des liaisons à la terre sera de type TT.

La protection contre les contacts indirects sera assurée par coupure automatique de l'alimentation (paragraphe 413 de la norme NF C 15-100).

Les dispositifs étant à coupure différentielle, le plus petit courant (I_m) assurant le fonctionnement instantané du disjoncteur devra vérifier la relation suivante :

$$I_m < 50 / R_m$$

dans laquelle R_m désigne la résistance de la prise de terre des masses.

La sélectivité des protections différentielles devra être respectée.

La section du conducteur de protection pourra être limitée à 25mm² s'il est en cuivre ou 35mm² s'il est en aluminium, sous réserve que les prises de terre du point de l'alimentation mis à la terre et des masses soient bien distinctes.

Le fonctionnement des dispositifs de protection aura lieu dans les temps imposés par la norme NF C 15-100.

Toutes les dispositions utiles devront être prises, en temps voulu, afin d'obtenir une prise de terre satisfaisante.

Le repérage des conducteurs devra être conforme à la norme NF C 15-100.

L'ensemble des équipements de mise à la terre devra être réalisé conformément aux dispositions définies dans les normes énoncées au paragraphe "Réglementation".

L'installateur fournira et posera les conducteurs de protection nécessaires dans les mêmes limites que pour les câbles d'énergie.

La valeur de la prise de terre devra être déterminée suivant les temps de coupure maximaux de la norme NF C 15-100, compte tenu du seuil et de la temporisation des protections différentielles.

4.1.22.5.2 PRISE DE TERRE

La prise de terre sera réalisée conformément aux dispositions de la NFC 15-100.

Elle sera constituée d'un câble de cuivre nu NEUF d'au moins 25mm² de section, enterré à fond de fouilles sur tout le périmètre des bâtiments, et en excellent contact avec le sol. Les boucles ainsi constituées seront réalisées à l'aide d'un conducteur unique, aucun raccord enterré n'étant admis compte-tenu de la faible longueur développée. Les deux extrémités de ces boucles seront remontées hors maçonnerie, et réunies par un raccord à rétreint hexagonal type C SIMEL ou FORSOND FC 3535, une seule extrémité étant ensuite ramenée dans le local où sera située la barrette de terre.

Toutes les masses métalliques de la construction, à chaque niveau, y compris les armatures des éléments en béton armé, seront reliées hors maçonnerie au conducteur de terre comme indiqué ci-dessus.

Seront raccordés au conducteur de terre :

- les liaisons équipotentielles principales et supplémentaires.
- la barre générale de terre du poste de transformation, à laquelle seront reliées toutes les masses des installations électriques, les liaisons équipotentielles principales et supplémentaires).

4.1.22.5.3 BORNE DE TERRE

Les bornes de terre seront du type suivants :

- postes de transformation conformes aux NF C 11-200, C 13-100, C 13-200 : barrette FORSOND BAR 12 AS,
- installations soumises à la NF C 15-100 : barrette FORSOND BAR 12 ou BAR 22, raccordées conformément aux prescriptions du § "Connexions et raccordements", et identifiées selon le cas au moyen des pancartes CATU :
 - CATU AM 34 ou FORSOND AF 119 MM : terre des masses, terre générale
 - CATU AM 345 ou FORSOND AF 119 N : terre du neutre
 - CATU AM 348 ou FORSOND AF 119 P : terre des parafoudres



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.22.5.4 CONDUCTEURS PRINCIPAUX DE PROTECTION

L'Entreprise adjudicataire du présent lot assurera la fourniture, la pose et le raccordement de tous les conducteurs principaux de protection, dont la section sera déterminée en fonction du régime de neutre. Cette section ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 25mm² cuivre, câble H07

4.1.22.5.5 CONDUCTEURS DE PROTECTION

Toutes les masses des appareils électriques seront obligatoirement reliées à la terre par des conducteurs de protection sur le principe d'un conducteur complémentaire dans les canalisations.

Ces conducteurs seront branchés par dérivation en attente sur le circuit principal. Aucun pontage d'un appareil à l'autre (montage série) ne sera admis.

L'attention est particulièrement attirée sur le fait que le conducteur de terre devra obligatoirement aboutir à tous les appareils électriques installés. Si, pour une raison technique (par exemple que le fait de mettre à la terre un appareil représente un risque), il n'y a pas lieu de mettre à la terre cet appareil, le conducteur ne sera pas raccordé à celui-ci et il sera isolé.

En conséquence, il restera à la disposition pour le cas où, ultérieurement, l'équipement du local correspondant était modifié et imposerait dans ce cas, la mise à la terre de l'appareil considéré.

4.1.22.5.6 LIAISONS EQUIPOTENTIELLES

Les liaisons équipotentielles des installations électriques et de toutes les installations des autres lots seront à la charge du lot "Équipements électriques".

Liaison équipotentielle principale :

Une liaison équipotentielle principale, en accord avec l'article 413.1.6 de la norme NF C 15-100, sera réalisée en câble de la série 1000 R2V de section 25mm² cuivre.

Elle réunira les éléments suivants :

- le conducteur de protection,
- les canalisations collectives d'eau, de gaz, à leur pénétration dans le bâtiment,
- les colonnes de chauffage,
- les éléments métalliques accessibles de la construction,
- les éléments métalliques de toute nature.

Liaisons équipotentielles supplémentaires :

Dans les sanitaires, les cabines de douche, les locaux conducteurs, une liaison équipotentielle supplémentaire, réalisée en conducteur cuivre de section minimale 2,5mm² si ceux-ci sont protégés mécaniquement ou de 4mm² dans le cas contraire, réunira les masses métalliques simultanément accessibles.

Dans les locaux équipés de faux plafonds, les fers porteurs des ossatures seront reliés au conducteur de protection par une liaison équipotentielle supplémentaire réalisée en conducteur cuivre de 4mm².

Cette liaison sera réalisée aux quatre angles du local.

Colliers d'équipotentialité :

Les liaisons entre conducteur et canalisation métallique seront réalisées en utilisant des colliers prévus à cet effet, et pourvus d'une plaque métallique indémontable portant la mention gravée "LIAISON A LA TERRE - NE PAS DECONNECTER". La dimension du collier sera adaptée à celle de la canalisation de façon à garantir la qualité et la pérennité de la connexion (matériel FORSOND COL 1232, COL 3250, COL 5075...).

NOTA : les listes ci-dessus ne sont pas limitatives, le but à atteindre étant de constituer un ensemble équipotentiel au réseau général de terre.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.22.5.7 MASSE COURANTS FAIBLES

Le réseau dit "masse courants faibles" sera conçu de façon à limiter efficacement et si possible à supprimer les perturbations créées ou subies par les installations à courants faibles (téléphonie, informatique, télévision, alarme incendie ...).

Ce réseau sera relié en un point unique à la prise de terre des masses.

Les installations sensibles lui seront reliées par des liaisons aussi courtes que possible, et rectilignes. Toute boucle devra être évitée.

Le réseau sera constitué d'un câble U 1000 R2V noir de section minimale 35mm², qui suivra les chemins de câbles courants faibles, mais sans leur être connecté.

A chaque traversée de mur, paroi, dalle ou plafond, il sera repéré au moyen d'une étiquette gravée "MASSE COURANTS FAIBLES", lettres jaunes sur fond noir de hauteur minimale 15mm. Il en sera de même lors des changements de plan ou de direction (changements de direction de plus de 45°, changements de plan de plus de 0,50m).

Toutes les jonctions et dérivations sur le circuit de masse courants faibles seront réalisées sous boîtes de dérivation.

4.1.22.5.8 CONNEXIONS ET RACCORDEMENTS

Sur les circuits de terre et de masse courants faibles, seules seront admises les connexions par cosses à rétreint hexagonal (pour le raccordement aux appareils) et par raccords rétreints (raccords SIMEL type C ou FORSOND FC 3535) pour les jonctions entre conducteurs.

Pour les jonctions aux éléments métalliques de la construction (liaisons aux armatures du béton armé, aux piliers métalliques, etc...) les connexions par soudure aluminothermiques seront acceptées sous réserve que la fiche technique décrivant le procédé soit préalablement soumise à l'accord du CONCEPTEUR TECHNIQUE.

4.1.22.5.9 AMELIORATION DE LA PRISE DE TERRE

L'utilisation de produit destiné à améliorer la prise de terre ne pourra se faire qu'après accord écrit du Maître d'Œuvre, sous réserve que le produit fasse l'objet d'une garantie d'immunité vis à vis de l'environnement et vis à vis du métal constituant la prise de terre, et sous réserve que son efficacité soit garantie pour une durée supérieure à 10 ans.

4.1.22.6 REPERAGE

L'ensemble des installations électriques sera minutieusement repéré par des étiquettes en matière plastique à graver (deux couleurs dans l'épaisseur) facilitant la recherche des causes de pannes ou d'anomalies.

Les organes de protection et de commande regroupés dans les armoires électriques, seront repérés et étiquetés ainsi que le cheminement des liaisons, la signification des voyants lumineux, l'usage des commandes, etc...

La numérotation des câbles sur les chemins de câbles devra être conforme aux plans d'exécution et réalisée par ligatures sur ceux-ci, de rondelles en matière plastique à graver (deux couleurs dans l'épaisseur). Il sera prévu une étiquette tous les 5 mètres maximum et deux étiquettes par hauteur d'étage pour les parcours verticaux (de part et d'autre des traversées de dalle planchers ou plafonds).

L'étiquetage devra correspondre aux repérages des schémas et des plans de récolement. L'étiquetage par ruban adhésif sera interdit et refusé.

4.1.23 MARQUES ET NATURES DES MATERIELS

Les matériaux et matériels utilisés devront être neufs, de la meilleure qualité, avoir les caractéristiques correspondantes aux influences externes auxquelles ils pourront être soumis et répondre exactement aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés et au fonctionnement des installations, la présente spécification n'étant pas restrictive.

Il est rappelé que les références mentionnées dans les C.C.T.P. et D.P.G.F. de cette consultation, et se rapportant à des marques ou des catalogues de fabricants connus et réputés, ont pour objet de faciliter le travail de l'Entreprise dans sa compréhension des attentes du Maître d'Ouvrage, surtout au niveau de la qualité de la prestation attendue.

Les Entreprises :

☞ soit s'engagent à respecter les prescriptions proposées ; l'absence de mention particulière dans leur offre vaut engagement d'installer les produits proposés dans le cahier des charges ;

☞ soit proposent des marques différentes mais rigoureusement équivalentes techniquement et qualitativement au produit préconisé, auquel cas l'Entreprise doit mentionner très précisément les références de la marque qu'elle se propose d'utiliser, ceci afin que, lors de l'analyse technique, cette conformité puisse être vérifiée.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse et écrite du Maître d'Ouvrage, les frais résultant de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, seront à la charge de l'entreprise.

L'entreprise sera tenue, sur demande du Maître d'Ouvrage de transmettre toutes les commandes adressées à ses fournisseurs ainsi que les accusés de réception correspondant et tout document précisant les caractéristiques des matériels commandés.

Les produits et matériaux livrés sur le chantier conserveront leur emballage d'origine jusqu'à leur utilisation ou implantation et devront porter :

- * l'identification de leur provenance
- * la marque du fabricant
- * les labels de qualité et référence aux normes par lesquels ils ont été homologués.

L'entrepreneur devra remettre au Maître d'Ouvrage ou à son représentant tous les procès-verbaux d'essais ou de référence que celui-ci demandera. Le Maître d'Ouvrage pourra demander, s'il le juge utile, de nouveaux essais et restera seul décisionnaire de l'acceptation de ce matériel, sans que pour autant, la responsabilité de l'entreprise soit atténuée.

L'entrepreneur déclarera qu'il a bien et dûment la propriété industrielle des systèmes, procédés ou objets qu'il emploie et, à défaut, s'engagera vis à vis du Maître d'Ouvrage, tant en ce qui concerne ses sous-traitants que lui-même, à acquérir, sous sa responsabilité et à ses frais, toutes les licences nécessaires relatives aux brevets qui les concernent. Il garantira, en conséquence, le Maître d'Ouvrage contre tous recours qui pourraient être exercés à ce sujet par des tiers, au cas où lui seraient contestés, soit la propriété industrielle des systèmes, procédés ou objets mentionnés, soit le droit de les employer s'ils sont couverts par des brevets.

Le matériel électrique installé devra être choisi au minimum dans les conditions énoncées ci-après.

- * Matériel faisant l'objet de normes U.T.E.

Tout le matériel faisant l'objet de normes U.T.E., NF ou CE devra être conforme à celles-ci. Dans certains cas particuliers, il pourra être exigé la conformité à certaines normes privées (EDF, FRANCE TELECOM, SNCF, LA POSTE, MINISTERE DE LA DEFENSE), ou à certaines normes étrangères (ISO, VDE, ...).

- * Une marque de qualité existe :

Lorsque, pour un matériel déterminé, les normes U.T.E. prévoient l'attribution de la marque, il ne devra être utilisé que du matériel revêtu de la marque nationale de conformité aux normes N.F. U.S.E. ou de la norme U.T.E.

- * Une marque de qualité n'existe pas :

Lorsqu'il n'existe pas de marque de qualité pour un matériel faisant l'objet de normes (françaises ou U.T.E) ou de recommandations de l'U.T.E., la conformité de ce matériel aux spécifications en vigueur sera garantie par la



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

présentation d'un procès-verbal d'essais délivré par un organisme habilité à cet effet ou par la possession de l'estampille d'un des organismes de la C.E.E.(exemple: norme V.D.E.)

* Matériel ne faisant l'objet ni d'une norme ni de recommandations de l'U.T.E.

lorsqu'il n'existe aucune norme ou recommandation de l'U.T.E. concernant le matériel utilisé, celui-ci devra présenter toutes les qualités désirables de solidité, de durée, d'isolement et de bon fonctionnement. Il devra, notamment, répondre aux recommandations ou spécifications techniques générales ou fondamentales concernant l'usage auquel il est destiné.

Il est rappelé que, en application du décret n° 92-587 du 27 juin 1992, tous les appareils susceptibles de créer des perturbations électromagnétiques ainsi que ceux dont le fonctionnement est susceptible d'être affecté par ces perturbations doivent :

- être construits de telle manière que les perturbations électromagnétiques qu'ils génèrent soient limitées à un niveau permettant aux appareils de radio et de télécommunication et aux autres appareils de fonctionner conformément à leur destination ;

- avoir un niveau adéquat d'immunité électromagnétique qui leur permet de fonctionner dans un environnement normal de compatibilité électromagnétique conforme à leur destination, de façon à pouvoir être utilisés sans gêne, compte tenu du niveau de la perturbation générée par les appareils satisfaisant aux dispositions du décret ci-dessus.

4.1.24 SOURCES LUMINEUSES

4.1.24.1 INTENSITE ET FLUX LUMINEUX

Il sera prévu, pour des zones spécifiques, des sources dont l'intensité et le flux lumineux seront adaptés à l'utilisation prévue et à la réglementation en vigueur,

4.1.24.2 INDICE DE RENDU DES COULEURS

L'indice de rendu des couleurs sera au moins égal à 80 dans les circulations et autres locaux,

4.1.24.3 TEMPERATURE DES COULEURS

La température de couleur des sources fluorescentes sera voisine de 4 000 K et jamais inférieure à 3 000 K.

4.1.24.4 LAMPES ET LEURS UTILISATIONS

Tous les luminaires seront à sources LED. Les Diodes Electro-Luminescentes (LED) auront les caractéristiques minimales suivantes :

- La qualité des drivers devra répondre aux dernières normes C.E.M.
- Durée de vie minimum (LLMF) : L70/B50 à 50 000h
- Température de couleur : entre 2 700 et 4 000 K (en moyenne, selon utilisation)
- Indice de Rendu de Couleur (IRC) : entre 60 et 98 (selon utilisation)
- Luminance : UGR <19
- Sécurité photo biologique (selon Norme européenne EN 62471 => Système de classification des risques) :

Degré de risque

Risque 0 ou exempt

Description

L'utilisateur ne court aucun risque, même en regardant longtemps la source lumineuse en question.

Risque 1

L'utilisateur peut regarder la source lumineuse durant 10.000 secondes maximum (c'est-à-dire un peu moins de trois heures)

Risque 2

L'utilisateur peut regarder la source lumineuse



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Risque 3	durant 100 secondes maximum. L'utilisateur peut regarder la source lumineuse pendant 0,25 seconde maximum, c'est-à-dire moins longtemps que le réflexe de protection naturel de l'oeil	
----------	---	--

SEULES LES LED APPARTENANT AU GROUPE 0 ou 1 SERONT ADMISES

- Stabilité chromatique : Mac Adam < 3

LABEL ECOLOGIQUE : toutes les sources lumineuses seront conformes au règlement CEE n°880/92 du 23 mars 1992.

4.1.25 LUMINAIRES

4.1.25.1 GENERALITES

Tous les points lumineux seront équipés de luminaires conformes à la norme NF EN 60598.

Les luminaires seront équipés de tout l'appareillage nécessaire à leur bon fonctionnement : ampoules, tubes, transformateurs, starters, ballasts, condensateurs... Le type et la marques des luminaires sont précisés dans le descriptif des ouvrages à réalisés.

Toutes les fixations seront à la charge du présent lot. Les luminaires devront être suivant les lieux :

- Fixés directement sur la dalle béton
- Fixés directement aux différentes parois horizontales et verticales
- Suspendus par l'intermédiaire de chaînettes ou de tiges filetées
- Fixés sur les chemins de câbles
- Suspendus à des gaines de distribution préfabriquées munies de connecteurs adaptés

Les luminaires devront laisser une hauteur libre minimum de 2,25m.

Lorsque les luminaires seront placés dans des faux-plafonds, ils devront obligatoirement être fixés à la construction par des dispositifs indépendants de l'ossature de ce dernier. Seuls les spots ou appareils d'éclairage de très faible masse pourront faire exception à la règle, après accord de l'Entreprise titulaire du lot faux plafonds. Les plans de calepinage remis avec le présent document n'ont qu'une valeur indicative, et devront faire l'objet d'une mise au point avec le Maître d'Oeuvre et les autres lots concernés.

Les luminaires encastrés devront comporter un capot complet permettant le refroidissement et la protection mécanique et empêchant tout contact avec le matériau isolant disposé au-dessus du faux plafond.

La qualité mécanique de chaque luminaire devra être adaptée aux locaux dans lesquels ils seront installés.

La tenue au fil incandescent des luminaires devra être de 750° sauf pour les cages d'escaliers et les circulations encloisonnées où celle-ci devra être portée à 850°C.

4.1.25.2 DISPOSITIONS RELATIVES A L'ECLAIRAGE DES ETABLISSEMENTS AVEC P.M.R

DESIGNATION

	Lux	localisation
• Cheminement extérieur accessible	20	En moyenne
• Circulations piétonnes des parcs de stationnement	20	En moyenne
• Parcs de stationnement	20	En moyenne
• Locaux collectifs	100	A l'intérieur

Lorsque la durée de fonctionnement d'un système d'éclairage est temporisée, l'extinction doit être progressive

Dans le cas d'un fonctionnement par détection de présence, la détection doit couvrir l'ensemble de l'espace concerné et deux zones de détection successives doivent obligatoirement se chevaucher.

Les Luminaires de la salle d'activités auront à minima les caractéristiques suivantes :

- Puissance : 3400lm
- UGR < 16
- Ellipse McAdam : 3
- Risque photo biologique : Groupe 0
- Durée de vie : 50 000h (Ta 25°)



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.25.3 ETUDE D'ECLAIREMENT

L'entreprise devra la réalisation d'une étude d'éclairage jusqu'à obtention de résultat positif selon la réglementation, ceux-ci seront à faire valider par l'Architecte-maitre d'œuvre.

Unité : F

4.1.26 APPAREILLAGES

IMPORTANT : tout raccordement et dérivation nécessitant une boîte de connexion sera réalisé avec du matériel étanche IP55, type MULTIFIX AIR, entrée des câbles par presse-étoupe si nécessaire, toutes sujétions.

L'appareillage électrique devra posséder les caractéristiques correspondantes aux influences externes auxquelles il pourra être soumis suivant la catégorie des locaux. Il sera admis à la marque de qualité NF USE.

Le petit appareillage sera installé, en règle générale à une hauteur de (sauf prescriptions spéciales concernant notamment les locaux pour handicapés) :

- h = 1,20m environ pour les interrupteurs et les boutons poussoirs (entre 0,90 et 1,30m dans les locaux pour handicapés)
- h = 0,25 m environ pour les socles de prises de courant (sauf en locaux technique ; et > à 1,30m dans les locaux pour handicapés).

Le petit appareillage électrique (interrupteurs, boutons poussoirs, socles de prises de courant etc..) dans les locaux techniques, réserves etc... sera en matière isolante et rigoureusement conforme à celui défini dans les prescriptions spéciales.

Le petit appareillage sera installé pour les locaux techniques ou assimilés, à une hauteur de 1,30m environ, pour les interrupteurs, boutons poussoirs et socles de prises de courant.

Les pots de réservation pour l'appareillage encastré desservant deux locaux différents, ne devront être, en aucun cas, mis dos à dos, ni communiquer entre eux. De plus, l'entreprise devra s'assurer que l'ensemble des installations ne nuit pas aux affaiblissements phoniques légaux.

Tous les boutons poussoirs des minuteries ou des télérupteurs seront lumineux.

L'implantation de l'appareillage électrique figure sur les plans joints à titre indicatif. L'installateur devra tenir compte de l'emplacement des équipements des autres lots et soumettra l'appareillage et les positionnements définitifs de ces matériels à l'accord du Maître d'Oeuvre, avant toute exécution.

Par défaut, les horloges crépusculaires seront réglées pour une coupure générale entre 22h et 6h. Tous les détecteurs à commande d'éclairage seront réglés pour une extinction dans un délai de 2 minutes. Les réglages ne seront modifiés que sur demande du Maître d'oeuvre ou du chef d'établissement.

D'une manière générale, et sauf prescriptions spéciales, le petit appareillage sera encastré. Aucune installation en saillie ne sera acceptée sans l'accord préalable du Maître d'Oeuvre si elle n'est pas expressément demandée dans le présent document.

Les appareils seront toujours fixés par vis. Les fixations par griffes dans les boîtes d'encastrement sont interdites.

A l'exception des prises de courant industrielles, toutes les prises de courant comporteront un dispositif d'obturation des alvéoles.

Dans les locaux techniques ou de service, les prises de courant ou raccordement force seront individuellement alimentés via un coffret de sectionnement à coupure visible.

Dans les locaux humides, ce coffret devra être étanche.

Les prises de courant alimentées par un circuit protégé (onduleur) comporteront un détrompeur.

4.1.27 ECLAIRAGES DE SECURITE



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.27.1 GENERALITES

Les blocs autonomes constituant le système d'éclairage de sécurité d'évacuation seront de technologie SUPER SATI et conformes à la norme NF C 71-820.

Ils effectueront automatiquement tous les tests réglementaires imposés par l'article EC 14 du règlement de sécurité.

Les tests seront lancés automatiquement bloc par bloc par une horloge et un microprocesseur intégrés à chaque produit.

Tout appareil en défaut sera identifié par l'allumage de la led SATI jaune, l'extinction du témoin de charge et le clignotement de 2 leds blanches de forte puissance, de manière à alerter le personnel d'exploitation que le produit ne remplit plus sa fonction de sécurité.

L'installation de blocs autonomes possèdera un ou plusieurs boîtiers de télécommande permettant une mise à l'état de repos centralisée des appareils en cas de coupure volontaire de l'alimentation secteur.

Ce ou ces boîtiers de télécommande seront disposés à proximité de l'organe de commande général ou des organes de commande divisionnaires de l'éclairage normal (article EC 12 § 6).

Caractéristiques des blocs autonomes :

Les blocs autonomes seront homologués aux normes :

- NF EN 60-598-2.22
- NF C 71-800 (Evacuation)
- NF C 71-820 (Sati)
- NF C 71-801 (Ambiance)

Ils seront de qualité environnementale et certifiés à la norme NF Environnement, de manière à limiter le plus possible l'impact du produit sur l'environnement.

Pour chaque produit, un profil environnemental (PEP) devra être disponible sur demande auprès du fabricant.

Les blocs autonomes seront équipés de sources lumineuses à longue durée de vie de type leds blanches disposées en ligne sur le réflecteur, de manière à permettre un éclairage uniforme et non éblouissant du pictogramme.

Les pictogrammes installés dans les blocs devront être certifiés NF affichage et de type rigide sans colle de manière à ce que les blocs soient totalement recyclable en fin de vie.

Les fonctions veille et secours seront assurées par 6 leds de couleur blanche qui fonctionneront en bi-flux de manière à délivrer un flux de 3 lumens en veille et 45 lumens en mode secours.

La fonction SUPER SATI sera assurée par 2 leds blanches dédiées.

Les blocs autonomes devront avoir une consommation maximum de 0.7 Watts, et être éligibles aux CCE (certificats d'économies d'énergie : BAT-EQ-10)

L'entrée de télécommande de chaque bloc sera non polarisée et protégée contre toute application du 230 V.

Les blocs autonomes seront équipés d'une patère débrochable équipée de différents entraxes de perçage, permettant de conserver les points de fixation existants.

Cette patère débrochable sera commune pour tous les blocs de l'installation – évacuation, ambiance, bi-fonctions – de manière à simplifier l'installation.

L'emplacement définitif des appareils d'éclairage de sécurité devra être soumis à l'approbation du Maître d'Œuvre avant toute exécution.

L'entrepreneur devra impérativement tenir compte de l'implantation des installations des autres lots afin que les blocs d'éclairage de sécurité soient parfaitement visibles et efficaces. A ce titre, et si nécessaire, il devra déplacer les alimentations ou mettre en œuvre des accessoires appropriés de fixation.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.27.2 ECLAIRAGE D'EVACUATION

Conformément à l'article EC 8 § 2, l'éclairage d'évacuation devra permettre à toute personne d'accéder à l'extérieur, en assurant l'éclairage des cheminements, des sorties, des indications de balisage, des obstacles et des indications de changement de direction.

Dans les couloirs ou dégagements, les blocs autonomes d'évacuation ne devront pas être espacés de plus de 15 mètres (article EC 9 § 2) et devront avoir un flux lumineux assigné d'au moins 45 lumens pendant la durée de fonctionnement assignée (article EC 9 § 3).

Les blocs autonomes devront être conformes aux normes de la série NF C 71-800 et admis à la marque NF AEAS.

4.1.27.3 ECLAIRAGE D'AMBIANCE

Conformément à l'article EC 8 § 3, l'éclairage d'ambiance sera installé dans tout local ou hall dans lequel l'effectif du public peut atteindre 100 personnes en étage ou au rez-de-chaussée ou 50 personnes en sous-sol. L'éclairage d'ambiance devra être allumé en cas de disparition de l'éclairage normal remplacement (article EC 10 § 1), il sera basé sur un flux lumineux minimal de 5 lumens par m² de surface du local pendant la durée assignée de fonctionnement.

Le rapport entre la distance maximale séparant 2 blocs voisins et leur hauteur au-dessus du sol doit être inférieur ou égal à 4 (article EC 10 § 2).

Chaque local sera équipé au minimum de 2 blocs, même si le flux d'un seul est suffisant.

Les blocs autonomes devront être conformes aux normes de la série NF C 71-800 et admis à la marque NF AEAS.

4.1.27.4 LIAISONS

Les liaisons d'alimentation des blocs autonomes seront réalisées de façon identique à celles des autres liaisons du même local (encastré, tube IRO etc.). Ces liaisons comporteront 5 conducteurs de 1,5mm² de section minimum et seront issues de l'armoire divisionnaire protégeant les installations d'éclairage normal des locaux considérés.

4.1.27.5 TELECOMMANDES

La télécommande de l'éclairage de sécurité est obligatoire dans les locaux recevant du public. Il sera prévu des télécommandes de mise hors service pour les jours d'inoccupation des locaux.

L'ensemble des blocs d'éclairage sera de type télécommandé et les liaisons seront ramenées suivant la position de ces blocs, soit à l'armoire divisionnaire de la zone concernée, soit à l'armoire des services généraux où sera mis en place un coffret de télécommande. La ligne d'alimentation du coffret de télécommande sera protégée par un disjoncteur de 10A.

Le raccordement de la télécommande s'effectuera, pour chaque zone, par repiquage de bloc en bloc sans distinction de locaux. Il sera prévu, pour ce faire, un coffret de télécommande pour 50 blocs maximum.

4.1.28 COFFRET DE COUPURE

4.1.28.1 COUPURE D'URGENCE

L'ensemble de l'installation électrique devra pouvoir être mis hors tension, en cas d'urgence, au moyen de dispositifs (déclencheurs manuels) d'une couleur différente de ceux utilisés pour le déclenchement de l'alarme incendie.

Ces déclencheurs seront du type à membrane déformables et identifiés conformément aux prescriptions du paragraphe "PANCARTES PLAQUES ET CONSIGNES", texte "COUPURE ELECTRIQUE D'URGENCE".

Ils seront placés à une hauteur de 1,20m du sol fini.

La réalisation de la coupure d'urgence au moyen d'un dispositif à courant résiduel, à l'aide d'un organe commandant le circuit de test est autorisé, sous réserve que ce dernier circuit soit mis hors tension par la même manœuvre

4.1.29 ATTENTES POUR AUTRES LOTS

Toutes les attentes pour autres lots seront réalisées en câbles de la série U 1000 R2V, dont les sections seront déterminées selon les prescriptions du paragraphe « CABLES ET FILS DES CIRCUITS BT et TBT », en fonction des besoins exprimés par les utilisateurs.

Toutes les prescriptions relatives aux câbles, chemins de câbles et à leur passage leur seront applicables.

La fourniture, la pose et le raccordement des "coffrets de proximité" permettant la coupure en charge, le sectionnement et la condamnation par cadenas des équipements situés à distance des armoires de commande conformément aux dispositions du décret du 15 juillet 1980 (art. R 233.93) est à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot.

Le raccordement sur les équipements terminaux sera à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot, sous le contrôle et avec l'assistance de l'utilisateur, y compris la fourniture et la mise en œuvre de tous les accessoires de connexion.

Le raccordement des câbles à l'armoire de départ et leur mise sous tension ne pourront se faire qu'après accord et en présence des entreprises concernées (électricité et entreprises utilisatrices).

4.1.30 RESEAUX VOIX DONNEES IMAGES (VDI)

4.1.30.1 GENERALITES

Le réseau VDI sera constitué à partir d'un système de câblage polyvalent de catégorie 6. La réalisation respectera les exigences de la norme ISO 11801 / EN 50173, ainsi que les normes EN 50 167, EN 50 168, EN 50 169.

La chaîne de liaison complète sera validée à une fréquence de 100 Mhz répondant ainsi aux exigences de la classe D. Elle devra pouvoir répondre ultérieurement aux exigences de la classe E.

La chaîne de liaison devra respecter les exigences minimales suivantes :

- les câbles de distribution auront une longueur inférieure à 90 mètres (comprise entre répartiteur et prise murale) ;
- les câbles constituant un canal (liaison complète entre équipement actif et terminal) auront une longueur total inférieure à 100 mètres ;
- le rapport signal / bruit à 100 MHz (ACR) supérieur à 26 dB sur chacune des paires, quelle que soit son affectation à la mise en service ;
- l'atténuation à 100 MHz sera inférieure à 23,2 dB sur chacune des paires du système, quelle que soit l'affectation à la mise en service ;
- la paradiaphonie à 100 MHz sera supérieure à 24 dB sur chaque combinaison de paires ;
- le taux de réflexion devra être supérieur à 15 dB ;
- l'atténuation à 100 MHz sera inférieure à 23 dB sur chacune des paires du système, quelle que soit son affectation à la mise en service.

Le réseau VDI sera banalisé, devra permettre toute reconfiguration topologique sans modification structurelle du câblage.

4.1.30.2 CABLAGES DE DISTRIBUTION VERTICALE

Les câbles de distribution verticale constituant le réseau primaire informatique seront du type FTP 2x4 paires, catégorie 6, assemblées sous écran général, avec gaine 0 halogène (LSOH).

Leur impédance caractéristique sera de 100 ohms.

Les câbles de distribution verticale constituant le réseau primaire téléphonique seront de type SYT1, répondant à la norme NF C 32070, conducteurs cuivre nu massif de diamètre 0,6mm avec isolant PVC coloré, assemblés par paires avec écran général composé d'un ruban métallisé en contact avec un fil de continuité en cuivre étamé de 0,5mm.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.30.3 CABLAGES DE DISTRIBUTION HORIZONTALE

Tous les câbles de distribution horizontale seront du type FTP 2x4 paires, catégorie 6, assemblées sous écran général, avec gaine 0 halogène (LSOH).

Leur impédance caractéristique sera de 100 ohms.

4.1.30.4 BAIES ET ARMOIRES

Les armoires de brassage abriteront :

- les éléments actifs (hubs),
- les prises d'alimentation des éléments actifs,
- les tablettes destinées à supporter les hubs,
- les éléments passifs :
- bandeaux de prises RJ 45 cat. 6,
- répartiteurs téléphoniques modulaires,
- cordons de brassage,
- etc...

Elles seront réalisées en armoires 19", de hauteur 7 à 42 U selon équipement, et comporteront un minimum de 30% d'emplacement en réserve.

Leur profondeur sera au moins de 400mm pour les armoires de hauteur inférieure ou égale à 28 U, et de 600mm au moins pour les armoires de hauteur supérieure à 28 U.

Les faces latérales et la face arrière seront en tôle pleine, et démontable.

Les faces inférieures et supérieures permettront le passage des câbles.

Les faces avant comporteront une porte vitrée, avec serrure fermant à clé. Toutes les baies et armoire de l'Etablissement seront équipées d'une serrure avec clé unique. Deux clés par baie ou armoire seront remises à l'utilisateur.

4.1.30.5 REPARTITEURS TELEPHONIQUES

Les répartiteurs téléphoniques seront constitués de modules CAD 8 paires, montés sur rack 19", avec porte-étiquettes, accessoires de mise à la terre, passe-fils, etc.

4.1.30.6 REPARTITEURS RJ45

Tous les câbles de distribution horizontale aboutiront, dans les baies ou armoires de brassage, sur des bandeaux 19" portant des supports RJ 45 cat. 5 au pas de 22,5mm.

L'équipement des bandeaux correspondra exactement au nombre de câbles de distribution horizontale (2 modules RJ 45 par câbles 2x4 paires).

4.1.30.7 CORDONS DE BRASSAGE

Les cordons de brassage seront :

- pour les liaisons informatique, de type RJ 45 / RJ 45 cat. 5, 100 ohms, câble écrané 4 paires multibrins 0 halogène,
- pour les liaisons téléphonique, de type RJ 45 / module compact cat. 5, 100 ohms, câbles écrané 4 paires multibrins 0 halogène.

Tous les cordons de brassage utilisés dans les armoires ou baies de l'Etablissement devront avoir la même longueur.

Le nombre total de cordons de brassage sera égal au double du nombre de câbles 2x4 paires constituant les distributions horizontales.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.1.30.8 PRISES TERMINALES

Les prises terminales seront du type Modular Jack RJ 45, 9 points, catégorie 5, avec connectique arrière à connecteur auto-dénudant (CAD), raccordement du drain par languette à ressort, détrompeur imperdable (fonction informatique ou téléphone) et étiquette réversible

4.1.30.9 IDENTIFICATION - REPERAGE

Chacun des éléments constitutif du réseau VDI devra être repéré au moyen de bague de repérage numérotée et colorée, imperdable et ineffaçable :

- les câbles de distribution horizontale seront au moins repérés à chaque extrémités ;
- chaque module de répartition sera identifié (identification du module, identification des paires) ;
- chaque cordon de brassage sera repéré à chacune de ses extrémités.

Un synoptique du réseau VDI portant l'identification de chaque composant sera placé sous pochette plastique rigide à proximité du répartiteur général.

4.1.30.10 VALIDATION - RECETTE

Avant raccordement des matériels (autocommutateur, serveur, terminaux téléphoniques et informatique), le réseau VDI devra faire l'objet d'essais complets par l'Entreprise adjudicataire du présent lot. Ces essais feront l'objet d'un procès-verbal de recette, attestant qu'il répond aux exigences du présent C.C.T.P.

Le procès-verbal sera remis au Concepteur Technique, pour être intégré dans le Dossier d'Intervention Ulérieure sur Ouvrage (D.I.U.O.).

4.1.31 SECURITE INCENDIE

4.1.31.1 GENERALITES

L'établissement est équipé d'un système d'alarme incendie de type 4, comprenant :

- Un tableau d'alarme,
- Des déclencheurs manuels,
- des diffuseurs sonores,
- Des diffuseurs lumineux
- Des dispositifs actionnés de sécurité (pour porte coupe-feu).

Tous les matériels feront l'objet d'une homologation NF MIH (homologation individuelle et homologation d'ensemble), et proviendront d'un constructeur certifié ISO 9000 (1, 2 ou 3).

4.1.31.2 TABLEAUX D'ALARME

Le tableau d'alarme sera conforme à la NF S 61-936.

Il comportera un atelier d'énergie avec chargeur et batterie d'accumulateurs assurant une autonomie de 12 heures en veille suivie de 5 minutes d'alarmes.

4.1.31.3 DIFFUSIONS SONORES

Les diffuseurs sonores devront émettre le son AFNOR conforme à la NF S 32-001. Leur pression acoustique est définie au chapitre descriptif du présent C.C.T.P.

4.1.31.4 DISPOSITIFS ACTIONNES DE SECURITE

Ils comprendront :

- les commandes des équipements techniques nécessaires à la protection des personnes et des biens :
- commandes de compartimentage : fermeture des portes coupe-feu, clapets coupe-feu et commande de désenfumage en réserve pour aménagement ultérieur du bâtiment ;

Toutes les commandes seront en "sécurité positive" sous 24 Vcc ou en commande impulsionnelle pour les commandes de désenfumage.

4.1.31.5 CABLAGE

Les câbles utilisés pour la réalisation de l'installation seront les suivants :

- alimentation 230 V : câble FR-N1X1G1 3G 1,5mm² CU ;
- circuit des déclencheurs manuels : câble SYT1, 1 paire 9/10 CU ;
- circuit des diffuseurs sonores : câble PYROLYON 2x1,5mm² CU ou 2x2,5mm² CU ;
- circuit des dispositifs actionnés de sécurité : câble FR-N1X1G1 de section adaptée.

Tous les raccordements au tableau de signalisation et au CMSI sont à la charge du fournisseur du matériel qui sera rémunéré à cet effet par l'Entreprise adjudicataire du présent lot.

Toutefois, l'Entreprise adjudicataire du présent lot assurera un repérage précis des câbles (modèle de repérage et de carnet de câbles à soumettre à l'accord du Maître d'œuvre).

Elle assistera son fournisseur pour les raccordements qui lui incombent.

4.1.31.6 CONSIGNE DE SECURITE

La fourniture des diverses consignes de sécurité est à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot.

Les consignes seront réalisées sur support indélébile, placé sous verre dormant ou plaque ABS, et devront présenter une excellente résistance aux rayonnements UV.

La dimension des tableaux de consignes ne pourra être inférieure à 21x29,7 cm utiles (A4).

Le texte sera soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Les consignes seront fixées par chevilles plastiques ou chevilles spéciales adaptées au support, et vis en acier inoxydable ou laiton chromé avec tête fraisée ou fraisée bombée à empreinte TORX, sur cuvette en acier inoxydable ou laiton chromé.

Chaque consigne sera fixée par 4 points au moins.

4.1.31.7 PLAN D'EVACUATION

La fourniture et la pose des plans d'évacuation sont à la charge de l'Entreprise adjudicataire du présent lot.

Les plans seront réalisés sur support indélébile, placé sous verre dormant ou plaque ABS, et devront présenter une excellente résistance aux rayonnements UV.

La dimension des plans d'évacuation ne pourra être inférieure à 29,7x42 cm utiles (A3).

Le modèle sera soumis à l'accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Les plans d'évacuation seront fixés par chevilles plastiques ou chevilles spéciales adaptées au support, et vis en acier inoxydable ou laiton chromé avec tête fraisée ou fraisée bombée à empreinte TORX, sur cuvette en acier inoxydable ou laiton chromé.

Chaque plan sera fixé par 4 points au moins.

4.1.32 PANCARTES, PLAQUES, CONSIGNES

Les différentes pancartes et plaques concernant la sécurité seront réalisées par gravure en creux dans un matériau sandwich (DILOPHANE ou produit de caractéristiques identiques ou supérieures). Les lettres et chiffres auront une hauteur de 30mm au moins et une largeur de trait de 1,5mm au moins.

Les consignes, plans et schémas liés à la sécurité seront réalisés sur un support inaltérable aux U.V., à la lumière du jour et à la lumière artificielle. Ils seront protégés par une plaque de verre ou d'ABS.

Tous les modèles de pancartes, plaques, consignes, etc, seront soumis à l'accord préalable du Concepteur Technique.

Leur fixation se fera :

- sur les murs, cloisons, parois diverses au moyen de chevilles d'un modèle adapté au support et de vis en acier inoxydable (ou laiton chromé), tête FB avec empreinte TORX et cuvette en acier inoxydable (ou laiton chromé).
- sur les huisseries bois, par collage (colle cyanoacrylique) ou vis conformes aux modèles définis ci-dessus.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

- | | | |
|--|--|--|
| | – sur les huisseries métalliques, par rivets POP ou vis à métaux, conformes aux modèles définis ci-dessus. | |
|--|--|--|

Attention : lorsque les différentes pancartes ou plaques sont fixées sur des éléments dont la tenue au feu est imposée par les règlements de sécurité (caractéristiques coupe-feu, pare-flamme...), la fixation ne devra modifier en rien la tenue au feu des dits éléments.

Les couleurs utilisées seront les suivantes :

- * plaques ou pancartes liées à la sécurité incendie : texte blanc sur fond rouge ;
- * plaques ou pancartes liées aux installations courants forts : texte noir sur fond jaune.

4.1.33 APPAREILLAGES A PILES OU ACCUMULATEURS

Tous les accumulateurs ou piles équipant les appareils ou matériels mis en oeuvre devront être conformes aux exigences du décret n° 99-374 du 12 mai 1999, modifié en application de la directive 98/101/CE du 22 décembre 1998 par le décret n° 99-1171 du 29 décembre 1999 (J.O. du 30 décembre 1999).

4.1.34 ELIMINATION DES DECHETS

Il sera demandé à l'entreprise un effort particulier quant à la gestion et le traitement des déchets.

L'objectif est de préparer l'entreprise à l'application de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, consolidée le 21 septembre 2000, qui prévoit un tri sélectif systématique des déchets de chantier à partir du 1er juillet 2002.

L'entreprise devra donc prévoir l'élimination des ses propres déchets en procédant comme suit :

1. Assurer la traçabilité des déchets identifiés et en assurer l'évacuation par une filière agréée.
2. Identifier clairement ses déchets et établir une évaluation de ses quantités.
3. Les trier conformément aux exigences de la filière.
4. Les acheminer vers une décharge agréée, répertoriée par le FNB.

La traçabilité des déchets devra être clairement établie.

Il est notamment précisé à l'entreprise que les brûlages sur chantier sont strictement interdits. L'entreprise devra trier ses déchets et les évacuations de façon journalière ou hebdomadaire.

Un bilan fin de chantier sera établi au niveau du DOE (dossier des ouvrages exécutés) avec justifications écrites de l'évacuation de l'ensemble des déchets dans un site agréé, ainsi que du mode de destruction.

Le dossier D.O.E. devra comprendre :

1. L'identification et l'état quantitatif des déchets réellement produits.
2. La trace écrite de leur élimination.

Il est demandé à chaque entreprise une optimisation maximale dans le but de réduire la production globale des déchets.

La quantité de déchets produits en cours de chantier sera estimée par l'entreprise et communiquée avec le D.O.E.

La quantité de déchets estimée pour le lot sera ventilée par catégorie de produits, selon la répartition suivante :

- Gravas, maçonnerie, tuiles : m3
- Bois, palettes : m3
- Aciers, Ferrailles, Rails : Kg
- Déchets, peinture, colle : m3
- Plastique, PVC : m3
- Cartons, papiers : m3



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Toute entreprise défaillante dans le traitement des déchets ou lors de la remise de son document annexé au D.O.E., subira une pénalité suivant C.C.A.P.,

Unité : Ens

4.1.35 NETTOYAGE DE CHANTIER

L'entrepreneur devra le nettoyage du chantier pendant l'exécution de ses travaux et à la terminaison avec la remise des clés.

Il devra naturellement l'évacuation des matériaux et gravois qui seront évacués au fur et à mesure aux décharges publiques, dans le respect de la réglementation relative à la protection de l'environnement (voir § « élimination des déchets »).

Une protection des appareils électriques sera assurée pendant les travaux.

4.2 TRAVAUX GENERAUX

4.2.1 COFFRET DE CHANTIER ET ÉCLAIRAGE PROVISoire

Mise à disposition d'un coffret de chantier, vers l'extrémité intérieure des boîtes ,câblage depuis les installations existantes, (au nord du terrain) maintenance pendant la durée des travaux, déconnexion et dépose en fin de travaux

- Mise en place d'un éclairage provisoire pendant la durée des travaux, dépose et enlèvement en fin de travaux (y compris pour la phase de construction du bâtiment).
- Le coffret de chantier comportera à minima :
 - une enveloppe avec un indice de protection IP44-IK 08
 - un compteur d'énergie active 3P+N
 - un disjoncteur général tétra polaire différentiel 30mA
 - un coup de poing d'arrêt d'urgence
 - un nombre de prises suffisant (prises 4P+T 32A, 4P+T 16A, 2P+T 10/16A) - protection des prises par disjoncteurs - borniers, barrette de terre...
- Le coffret de chantier sera installé de manière que les appareils et outillages électroportatifs ne soient jamais situés à plus de 15 mètres.
- Les câbles d'alimentation du coffret de chantier sera de la série H07 RN-F, de section adaptée aux besoins (suivant NF C 15-100).
- L'installation de chantier sera vérifiée par un bureau de contrôle avant sa mise en service, aux frais de l'entreprise du présent lot.
- Pendant la durée du chantier, l'entrepreneur assurera la maintenance de son installation ; et la dépose en fin de travaux.

Unité : U

4.2.2 CONSIGNATIONS DES RESEAUX

Mise hors tension du service électrique présent sur la plateforme, comprenant :

- Ensemble des éclairages existants,
- Ensemble des câblages,
- Mise hors tension du TGBT existant,
- Dépose de l'ensemble des appareillages présents (Disjoncteur, ...)

Unité : Ens



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

4.2.3 MISE À LA TERRE

4.2.3.1 CONDUCTEURS DE PROTECTION

L'entreprise du présent lot assurera la fourniture, la pose et le raccordement de tous les conducteurs principaux de protection, dont la section sera déterminée en fonction du régime de neutre. Cette section ne pourra, en aucun cas, être inférieure à 25mm² cuivre.

Toutes les masses des appareils électriques seront obligatoirement reliées à la terre par des conducteurs de protection sur le principe d'un conducteur complémentaire dans les canalisations.

Les masses des appareils à relier aux conducteurs de protection ne devront pas être connectées en série.

Le conducteur de terre devra obligatoirement aboutir à tous les appareils électriques installés, même si, pour une raison technique, il ne leur est pas raccordé.

En aucun cas, le conducteur principal de protection ne devra être coupé. Les dérivations se feront au moyen de bornes anti-cisaillantes.

Unité : Ens

4.2.3.2 LIAISONS EQUIPOTENTIELLES PRINCIPALES ET SUPPLEMENTAIRES

L'entreprise devra la mise en œuvre d'une liaison équipotentielle principale, conformément à l'article 413.1.2 de la NF C 15-100. Les éléments conducteurs suivants seront connectés à la liaison équipotentielle principale :

- le conducteur principal de protection
- le conducteur principal de terre, ou la borne principale de terre
- les canalisations d'alimentation à l'intérieur du bâtiment (eau, gaz...). Lorsqu'elles proviennent de l'extérieur, elles seront raccordées aussi près que possible de leur pénétration dans le bâtiment
- les éléments métalliques de la construction (dans la mesure où ils sont accessibles), les canalisations de chauffage central et de conditionnement d'air
- les éléments métalliques de toutes natures (huisseries métalliques...)
- Les liaisons équipotentielles des installations électriques et de toutes les installations des autres lots seront à la charge du présent lot.
- Dans les sanitaires, les cabines de douche, les locaux conducteurs, une liaison équipotentielle supplémentaire, réalisée en conducteur cuivre de section minimale 2,5mm² si ceux-ci sont protégés mécaniquement ou de 4mm² dans le cas contraire, réunira les masses métalliques simultanément accessibles.
- Dans les locaux équipés de faux plafonds, les fers porteurs des ossatures seront reliés au conducteur de protection par une liaison équipotentielle supplémentaire réalisée en conducteur cuivre de 4mm². Cette liaison sera réalisée aux quatre angles du local.

Unité : Ens

4.2.3.3 CONNEXIONS

Sur les circuits de terre, les connexions seront réalisées par cosses à rétreint hexagonal pour le raccordement aux appareils, et par raccords rétreints pour les jonctions entre conducteurs.

Les liaisons entre conducteur et canalisation métallique seront réalisées en utilisant des colliers prévus à cet effet.

4.2.4 TABLEAU GENERAL BASSE TENSION

Modification d'une armoire électrique comprenant :

- Disjoncteurs divisionnaires
- Contacteurs pour les équipements de CVC
- Parafoudre avec sa protection
- Télérupteurs et contacteurs
- Départs disjoncteur pour attentes des autres lots



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

- Bornier de raccordement (Tous les départs seront ramenés sur bornes)
- Une pochette de rangement avec schémas suivant exécution
- Repérage de la filerie par système MEMOCAB ou CAB3 de chez LEGRAND ou équivalent,

Tous les départs ainsi que le tableau seront repérés par étiquettes dilophanes lettres noires sur fond blanc ou par étiquettes réalisées avec une titreuse électronique à clavier. Ces étiquettes seront collées ou insérées dans des portes-étiquettes.

Unité : Ens

Localisation : Selon plan AVB, Tri des déchets.

4.2.5 CHEMINEMENT

Fourniture et pose de chemin de câble, compris tous matériels de fixations de câbles en nappes, toutes sujétions et comprenant :

- Chemins de câbles courant fort type dalle marine "48x100", compris tous accessoires et fixations, toutes sujétions d'exécutions
- Chemins de câbles courant faible type dalle marine "48x100", compris tous accessoires et fixations, toutes sujétions d'exécutions

Unité : ml

4.2.6 DISTRIBUTION

La distribution principale sera réalisée par câbles de la série U1000 R2V, HO7VR, AO5VVU de section appropriée, posés dans les chemins de câbles et goulottes précités. Les câbles seront identifiés à chaque tenant, aboutissant et à chaque changement de direction par systèmes de repérages LEGRAND type DUPLIX à fixation par colliers COLRING ou similaire.

Distribution mixte:

- vers l'appareillage, en ceinturage des locaux et encadrements de portes, par fils HO7 V de section appropriée posés sous gaine intégrée dans les cloisons pour une finition parfaite. Les dérivations se feront sous boîtes intégrées aux profils DLP.

- vers les points lumineux, en fils H07 V de section appropriée, posés sous conduits ICT encastrés. L'exécution des saignées, des rebouchages et des raccords plâtre soignés est à la charge du présent lot. Les points lumineux seront pourvus de boîtes d'encastrement pour connexion de luminaires, pour cloisons sèches ou maçonnerie, diamètre 40 mm pour les appliques ou 70 mm avec pignon pour les points de centre.

Les canalisations basse tension issues de l'armoire de protection seront réalisées à l'aide des conducteurs des types suivants :

- câbles de la série U1000 R2V sur chemins de câbles, sous gaines isolée et en vide de faux-plafonds fixés à la dalle du plancher haut, au moyen d'attaches crantées,

- fils de la série H07 V-U à l'intérieur des fourreaux encastrés dans les cloisons maçonnées sur les descentes aux prises de courant, aux organes de commande d'éclairage, etc...

Les conduits seront de type :

- ICTA pré lubrifié de diamètre 16 à 63 de couleur bleue : courants forts, verte : courants faibles, courants faibles.

- IRL de diamètre 16 à 63 de couleur grise pour les cheminements en vide de faux-plafond. Les câbles chemineront en vide de faux-plafond sur chemins de câbles pour les parcours communs à 4 câbles et fixés aux planchers hauts au moyen d'attaches crantées par les parcours.

Pour les canalisations mobiles, il sera utilisé des câbles de la série H07 RNF.

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Toutes les alimentations basse tension quelles qu'elles soient seront accompagnées d'un conducteur de protection. Les câbles seront posés à raison de deux nappes au maximum lorsqu'ils chemineront sur chemins de câbles.

Aucune contrainte mécanique ne sera tolérée au moment de la pose. Les fixations des câbles seront espacées de 3 m au maximum sur les chemins de câbles. Avant leur mise en service, tous les câbles, sans exception, seront contrôlés, en particulier en ce qui concerne la mesure des isolements et leur repérage.

Les câbles alimentant les éléments de sécurité devront être indépendants des autres canalisations. S'ils empruntent les mêmes chemins de câbles, il sera mis en place une séparation physique. Lorsque 5 câbles au maximum chemineront parallèlement, ils seront obligatoirement fixés sur chemins de câbles. Les câbles cheminant seuls pourront faire l'objet d'une fixation, soit par colliers ou supports, soit sous conduits.

Dans le cas de montage en apparent sous tubes, l'entraxe des points de fixation sera au maximum :

-0.80 m pour les conduits rigides

-0.60 m pour les conduits cintrables

Dans le cas de câble unique, il sera toléré une fixation par collier ou attache dont le degré de résistance au feu sera déterminé suivant les caractéristiques du câble. Lorsque deux ou trois conduits auront un parcours commun, ceux-ci seront fixés individuellement.

En aucun cas, les fixations de conduits en faisceaux ou torons ne pourront être acceptés. Chaque câble ou conducteur doit pouvoir être remplacé, conformément au paragraphe concerné à la norme NF C 15.100

Dans tous les cas de montage en apparent sans alternative d'encastrement possible, la mise en œuvre sera soignée afin de satisfaire à l'esthétique.

Sur leurs parcours, les conduits seront fixés par attaches plastiques ou colliers bichromatés ou similaire à raison de :

- Une attache tous les 2 m pour les parcours verticaux

- Une attache tous les 0.30 m pour les parcours horizontaux sur champ

- Une attache de part et d'autre des dérivations ou changements de direction Il est interdit de faire cheminer dans un même câble, des conducteurs appartenant à des circuits différents.

Tous les circuits divisionnaires devront être repérés à leur origine, jusqu'à leurs raccordements terminaux y compris les dérivations.

Le nombre de conducteurs par conduits et le diamètre de ceux-ci seront conformes à la norme NF C 15.100.

Il est rappelé que chaque conduit est utilisé au maximum au 50 % de sa section. Toutes les précautions seront prises pour pouvoir effectuer le raccordement mécanique entre conduits, de façon à assurer la continuité de la protection mécanique et permettre le passage et remplacement ultérieur des conducteurs.

Les mêmes dispositions seront appliquées aux câbles en veillant que leurs dispositifs de fixation soient en adéquation avec les caractéristiques requises en ce qui concerne la résistance mécanique et la tenue au feu .

Aux fins de vérifications de la bonne exécution, le Maître d'œuvre peut demander à l'entrepreneur lors de la réception d'effectuer le remplacement jusqu'à 3 % des canalisations terminales installées.

A cet effet, les faux plafonds type « LUXALON » ou similaire doivent être considéré comme plafonds indémontables Section des conducteurs

La section des conducteurs est déterminée en tenant compte de la chute de tension, du courant admissible et du réglage des dispositifs de protection. (voir tableaux de la norme NF C15.100 concernant les canalisations électriques)

L'entrepreneur fournira, à l'appui de cette demande, toutes les notes de calculs nécessaires pour juger de leur bien fondé.

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Pour calculer les sections des conducteurs (filière ou câbles) il y aura lieu de ne jamais dépasser les minima de chute de tension admissible : pour une tension entre conducteurs de 380 Volts force = 5% soit 19 Volts pour une tension entre conducteurs de 220 Volts force = 5% soit 11 Volts

Couleurs des conducteurs Tous les conducteurs doivent être repérés aux couleurs conventionnelles suivantes :

- voir Norme NF C 15.100 chapitre 514.3
- Bleu clair pour le conducteur neutre
- Vert jaune pour les conducteurs de protection de terre
- Brun, noir, rouge pour les conducteurs de phases

Dans le cas d'emploi de conducteurs d'une couleur unique, leur repérage s'effectuera par des bagues aux couleurs conventionnelles placées aux extrémités de ces conducteurs.

Sections des fourreaux

Pour déterminer les sections des fourreaux, il y aura lieu de faire en sorte que la filière ou câbles n'occupent jamais plus du tiers de la section intérieure du fourreau.

Chemins de câbles

Les chemins de câbles seront dimensionnés de façon que les câbles soient disposés en une seule couche, et leur qualité permettra de supporter sans dommage les influences externes.

Mise en œuvre

Les câbles de liaisons entre armoires et divers moteurs, etc... seront exécutés en câbles étanches multiconducteurs, répondant aux risques encourus dans les locaux traversés, comprenant le conducteur actif et le conducteur de terre pour les sections égales ou inférieures à 35mm², le conducteur de terre pouvant être amené séparément pour les section supérieures.

Chaque câble sera repéré à chacune des extrémités. Une fois sortie du chemin de câbles, les câbles seront posés sur colliers deux pièces, distance minimale de 30 cm entre deux colliers.

Les câbles non armés seront posés dans leur parcours exposé, sous tube fixé par colliers.

Le raccordement d'appareils ou de moteurs sera réalisé sous gaine métallique souple étanche, raccordé au tube. La pénétration dans les boîtes de raccordement et dans l'armoire sera faite par presse étoupe.

4.3 EQUIPEMENTS DES LOCAUX :

4.3.1 BULLE DE CONFIDENTIALITE (6,59 m²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 2 Luminaires encastrés 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Détecteur de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 points lumineux commandés par 1 détecteurs et 1 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 4 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 4 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

- 1 Blocs de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- Alimentation BSO 1 attente U 1000 R2V 3G 1,5mm² Cu, fourniture, déroulage, pose et raccordement et interrupteur BSO type DOOXIE réf 600021 de chez LEGRAND compris toutes sujétions d'exécution,

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Bulle de confidentialité,

4.3.2 LOCAL SOINS (4,03 m²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 2 Luminaire encastré 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Détecteur de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 points lumineux commandés par 1 détecteurs et 1 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 2 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 1 Blocs de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Local soins

4.3.3 BUREAU 1 : 8 personnes (41,94 M²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 15 Luminaires encastrés 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 2 Détecteurs de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 15 points lumineux commandés par 2 détecteurs et 2 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 8 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 12 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none">– 3 Profilés alu avec ruban led, kit de montage longueur de 5m 11,5 W/m 1380lm 4000K CRI80, type FLO2 de NOBILE ITALIA SpA ou équivalent , fourniture, pose et raccordement, compris toutes sujétions d'exécutions,– 2 Blocs de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions– Alimentations BSO 3 attentes U 1000 R2V 3G 1,5mm² Cu, fourniture, déroulage, pose et raccordement et interrupteur BSO type DOOXIE réf 600021 de chez LEGRAND compris toutes sujétions d'exécution,	

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.

Unité : U

Localisation : Selon plans AVB, Bureau 1

4.3.4 BUREAU 2 : 1 personne (14,06 m²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 4 Luminaires encastrés 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Détecteurs de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 4 points lumineux commandés par 1 détecteurs et 1 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 4 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 4 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 1 Profilé alu avec ruban led, kit de montage longueur de 5m 11,5 W/m 1380lm 4000K CRI80, type FLO2 de NOBILE ITALIA SpA ou équivalent , fourniture, pose et raccordement, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Bloc de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions,
- Alimentation BSO 1 attente U 1000 R2V 3G 1,5mm² Cu, fourniture, déroulage, pose et raccordement et interrupteur BSO type DOOXIE réf 600021 de chez LEGRAND compris toutes sujétions d'exécution,

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Bureau 2

4.3.5 BUREAU 3 : 3 personnes (22,21 m²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 6 Luminaires encastrés 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Détecteurs de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 6 points lumineux commandés par 2 détecteurs et 2 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 6 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 6 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 Profilés alu avec ruban led, kit de montage longueur de 5m 11,5 W/m 1380lm 4000K CRI80, type FL02 de NOBILE ITALIA SpA ou équivalent , fourniture, pose et raccordement, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Bloc de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- Alimentation BSO 1 attente U 1000 R2V 3G 1,5mm² Cu, fourniture, déroulage, pose et raccordement et interrupteur BSO type DOOXIE réf 600021 de chez LEGRAND compris toutes sujétions d'exécution,

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Bureau 3

4.3.6 LOCAL MENAGE (3,63 m²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 1 Luminaire encastré 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Détecteur de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 1 points lumineux commandés par 1 détecteurs et 1 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 2 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 1 Bloc de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.



MAITRE D'OUVRAGE :
Caisse Nationale des Allocations Familiales
32 avenue de la Sibelle, 75 685 Paris Cedex 14

Chantier AFF : AVB- 2023-17
Réhabilitation partielle des locaux de la Caisse Nationale des Allocations Familiales à RdC
pour création de bureaux
22, Rue Nodot - 21 000 DIJON

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
--------	-------------	------------

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Local ménage

4.3.7 TRI DES DECHETS (6,21 m²)

Fourniture et pose d'appareillage électrique respectant un éclairage minimal de 200lux comprenant :

- 2 Luminaire encastré 600x600 à LED Siella SIELLA G7 M73 PW19 40-840 ETDD (TRILUX) ou équivalent, compris tous accessoires de mise en œuvre, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- 1 Détecteur de présence encastrés en faux plafond BEG LUXOMAT PD4-M DALI/DSI ou équivalent, fourniture, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 points lumineux commandés par 1 détecteurs et 1 BP Type DOOXIE de LEGRAND ou équivalent , fourniture, pose , raccordement , câblage depuis l'armoire divisionnaire, toutes sujétions.
- 2 Prises 2P+T 10/16A Dooxie Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 2 Prises 2P+T 10/16A rouge avec détrompeur Mosaic de Legrand ou équivalent, fourniture, pose, câblage et raccordement, compris toutes sujétions d'exécution,
- 1 Bloc de balisage à leds URALIFE SUPER SATI réf. 118 218, pictogramme approprié, fourniture, pose compris tous accessoires, et raccordement, câblage et ligne de télécommande, compris toutes sujétions d'exécutions et de finitions,
- Extracteur VMC, 1 attente U 1000 R2V 3G 1,5mm² Cu, fourniture, déroulage, pose et raccordement compris toutes sujétions d'exécution,
- Arrêt d'urgence ventilation depuis protection TGBT, y compris câble U1000 R2V , fourniture, pose, raccordement, déroulage du câble, compris toutes sujétions d'exécutions,
- Alimentation BSO 1 attente U 1000 R2V 3G 1,5mm² Cu, fourniture, déroulage, pose et raccordement et interrupteur BSO type DOOXIE réf 6 000 21 de chez LEGRAND compris toutes sujétions d'exécution,

NOTA : L'entreprise devra la réalisation d'étude d'éclairage, pour la détermination du nombre d'éclairage nécessaire.

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Tri des déchets

4.4 ALARME INCENDIE :

4.4.1 SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE

Fourniture et pose d'une alarme de catégorie E comprenant :

- Tableau d'alarme type 4 ,1 boucle de commande compris, marque LEGRAND réf. 405 61 ou techniquement équivalent, permettant le raccordement des boîtiers « bris de glace » et des diffuseurs sonores compris :
 - o une cassette d'alimentation
 - o une cassette de gestion du processus d'alarme
 - o un jeu de batteries Ni-Mh
 - o un haut-parleur conforme à la norme AFNOR NFS 32 001 (85 dB à 2m)
 - o borniers débrochables pour le câblage

N° ART	DESCRIPTION	19/02/2026
	<ul style="list-style-type: none"> - Alimentation par câble U1000 R2V 3G1,5mm² compris disjoncteur de protection 2x10A 300mA depuis le TGBT, y compris toutes sujétions - Autonomie sur batterie 3 jours en veille et 5 mn d'alarme générale Alarme évacuation avec coupure automatique après 5 minutes de fonctionnement. Batterie de secours complémentaire pour le raccordement des sirènes flash, - Déclencheur manuel en saillie avec capot de protection, led de report, isolateur, étiquette d'identification, fourniture, pose à 1,20m à l'axe et raccordement, câblage depuis tableau d'alarme par câble CR1 1P 9/10, toutes sujétions - Diffuseur sonore classe B, 90 dB, fourniture, pose et raccordement, alimentation par câble CR1 2x1,5mm², toutes sujétions. - Diffuseur lumineux flash mural, fourniture, pose et raccordement, alimentation par câble CR1 2x1,5mm², toutes sujétions (Dans les sanitaires) - Plan d'évacuation et de consignes, fourniture, pose et fixations, toutes sujétions. - Plan d'intervention "Pompiers", fourniture, pose et fixations, toutes sujétions. - Essais et mise en service 	

Unité : Ens

Localisation : Selon plans AVB, Ensemble du projet

4.5 RESEAU VDI

L'entreprise devra le raccordement sur la baie de brassage existante situé dans la salle informatique.

Les travaux consistent :

- L'ajout d'un bandeau de 24 ports et un bandeau 8 prises de courants y compris alimentation depuis armoire électrique et protection P+T 20A 30mA Si, comprenant la fourniture, le raccordement et toutes sujétions d'exécution,
- 26 Prises RJ45, fourniture, pose et déroulage, liaison à la baie de brassage par FTP 1x4 paires, catégorie 6A, 100ohms, 0 halogène comprenant la fourniture, le raccordement et toutes sujétions d'exécutions, (Répartition : Bulle de confidentialité 4U; Local soins 2U; Bureau 1 8U; Bureau 2 4U; Bureau 3 6U; Tri des déchets 2U)
- Recette de l'installation en catégorie 6, de la baie de brassage à la prise finale, toutes sujétions et comprenant :

- * le contrôle visuel de l'installation (rayon de courbure, absence d'arrachement de la gaine, ...)
- * le contrôle de transmission haute fréquence,
- * la recette des câbles en tests "permanent link"
- * l'établissement et la fourniture du PV de recette en 4 exemplaires

Unité : Ens

Sujétions particulières : L'entreprise devra la réalisation de toutes déposes / repotes soignée de faux plafond permettant le raccordement sur la baie de brassage existante dans la salle informatique.

Localisation : Selon plans AVB, Ensemble du projet raccordement en salle informatique,